



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



LA LETTRE TRIMESTRIELLE D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N°2 – avril 2023 – juin 2023

Edito

L'Asie du Sud est l'une des principales régions d'émigration au monde, avec 41 millions de ressortissants résidant hors de la zone en 2019 ; les économies de la région alimentent des flux migratoires réguliers de travailleurs vers l'étranger, à l'exception des Maldives, dont le PIB par tête supérieur à 10 000 USD et les besoins de main-d'œuvre contribuent à faire de l'archipel un pays importateur de facteur travail et exportateur de capitaux.

Les flux migratoires sont à l'origine de transferts de capitaux des travailleurs migrants depuis leur pays de résidence vers leur pays d'origine. Dans un contexte où la région enregistre des déficits courants structurels et doit ainsi importer des capitaux, les transferts de migrants jouent un rôle essentiel dans la réduction des besoins de financement externes de l'économie. Ces transferts s'établissent à 3% du PIB en Inde, 5% au Bangladesh, 8% au Pakistan et au Sri Lanka, 21% au Népal. Selon les données de la Banque mondiale publiées pour 2022, l'Inde se taille la part du lion, avec des transferts de l'ordre de 100 Mds USD en 2022, devant le Pakistan (29 Mds USD), le Bangladesh (21 Mds USD), le Népal (8 Mds USD) et le Sri Lanka (4 Mds USD), loin devant l'Afghanistan (400 M USD), le Bhoutan (100 M USD) et bien sûr les Maldives, pays exportateur de capitaux en raison des travailleurs étrangers installés dans l'archipel.

Au-delà des déséquilibres externes qu'ils contribuent à réduire, en fournissant une source indispensable de réserves en devises, les transferts de migrants jouent également un rôle dans l'équilibre interne de l'économie, en stimulant la consommation et l'investissement et en jouant un rôle contracyclique, que l'on a pu observer au cours de la période « covid » 2020-2021 notamment, en l'absence de « filets de sécurité sociale » suffisamment étoffés. Les gouvernements s'efforcent donc de réduire le coût des transferts pour les migrants, encore relativement élevés pour ceux qui empruntent les canaux formels, de manière à réduire la part d'informalité qui leur est rattachée et à en accroître le volume. La volonté de réduire la part des transferts informels répond également au souci de prévenir et réduire les risques de blanchiment d'argent sale et le financement du terrorisme, alimentés par l'opacité des circuits d'acheminement de ces transferts.

Sur le long terme, on peut s'interroger, s'agissant de certains pays d'Asie du Sud, sur la pérennité d'un modèle qui vise à encourager les flux migratoires comme une solution palliative à l'incapacité à créer les emplois nécessaires pour absorber le dividende démographique et à fournir une formation de qualité. Dans le cas de certains pays en crise, on peut également craindre une fuite des cerveaux, déjà à l'œuvre, de nature à affaiblir durablement le potentiel de développement à moyen et long termes.

Benoit GAUTHIER

Chef du service économique régional de New Delhi

TABLE DES MATIÈRES

Les transferts de migrants en Asie du Sud

G	Afghanistan.....	3
G	Inde.....	10
G	Bangladesh.....	17
G	Pakistan.....	24
G	Sri Lanka.....	33
G	Népal.....	39
G	Maldives.....	48

G Afghanistan

La très nette détérioration de la situation économique afghane, marquée par la persistance de la guerre civile, a fortement encouragé les flux migratoires lors des deux dernières décennies, avec à ce jour près de trois millions de réfugiés afghans comptabilisés. Parallèlement à l'augmentation des travailleurs migrants, le volume des transferts, via les canaux formels, vers l'Afghanistan a presque quadruplé entre 2012 et 2020ⁱ, passant de 219 MUSD à 788 MUSD selon les données des Nations unies. Filet de sécurité économique, représentant une source de revenu pour une famille afghane sur dix, les transferts de migrants permettent à une grande partie de la population d'assurer les dépenses quotidiennes en matière d'alimentation, d'éducation et de santé. En revanche, il convient de noter que les flux de transferts de migrants demeurent marginaux en comparaison des flux de transferts officiels d'aide internationale, qui permettent de combler le déficit courant de la balance des paiements afghanes. Cette tendance est d'autant plus marquée que les transferts de migrants en Afghanistan se sont largement développés autour de circuits informels, communément appelé le système Hawala, à défaut d'un secteur bancaire fonctionnel. Ce système, largement adopté par la population, offre des coûts de transferts plus avantageux ainsi qu'une meilleure couverture des régions reculées.

Les transferts de migrants à l'aune du marasme économique de l'Afghanistan

Les transferts de migrants figurent comme l'une des principales sources de capitaux extérieurs

Le financement de l'économie afghane, longtemps sous perfusion de l'aide internationale, comme en témoigne le pic de 7 Mds USD enregistré en 2011, et de la moyenne annuelle de 4 Mds USDⁱⁱ, pâtit actuellement de l'interruption quasi-complète des flux de transferts officielsⁱⁱⁱ, suite à la prise de pouvoir par les Talibans en août 2021, et du gel des quelque 7 Mds USD d'actifs de réserve du gouvernement afghan détenus auprès de la Banque de réserve fédérale de New York. Consécutivement à l'adoption de politiques très restrictives des droits des femmes^{iv}, les donateurs internationaux ont suspendu tous les financements au terme de l'année 2022. Aujourd'hui, la quasi-totalité de la population est confrontée à une recrudescence de la pauvreté, avec plus de 91 % du revenu moyen des ménages afghans consacré à l'alimentation. Dans le contexte d'une économie fortement dollarisée, les transferts de migrants, qui enregistrent un montant de près de 800 M USD en 2020, en raison de leur nature contracyclique, assurent la continuité des entrées de dollars dans le pays. Il n'en demeure pas moins

ⁱ La période sous revue court uniquement jusqu'au terme de l'année 2021 en raison de la faiblesse de la collecte de données, exacerbée par la prise de pouvoir du régime Taliban à l'été 2021.

ⁱⁱ Selon les données de la Banque mondiale. L'aide internationale, estimée à hauteur de 45% du PIB, représentait la pierre angulaire des finances publiques du pays puisqu'elle couvrait 75% du budget de l'État et la totalité du déficit courant de l'ordre de 30% du PIB.

ⁱⁱⁱ L'aide humanitaire est toutefois maintenue lors de l'année 2022, de l'ordre de 2,3 Mds USD selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

^{iv} Les mesures restrictives prises par l'administration Talibane à l'encontre des femmes, notamment l'interdiction de se rendre à l'université/école et de travailler au sein des organisations internationales, sont fortement condamnées par la communauté internationale, qui depuis lors, a suspendu la quasi totalité des flux d'aides humanitaires afin d'exercer pression sur le régime Taliban.

que le pays pâtit d'une attractivité quasi-nulle en matière d'IDE^v, eu égard à l'instabilité politique, à la hausse des tensions sécuritaires et au climat particulièrement délétère des affaires. Par ailleurs, même si les recettes d'exportations, estimées à 2 Mds USD lors de l'année solaire 1401^{vi}, excèdent le montant des transferts formels des migrants, il est probable que la totalité des transferts, incluant la majorité qui transite via le circuit informel Hawala, échappant à toute mesure comptable, est bien supérieure aux revenus tirés des exportations. Enfin, un rapport du Fonds international de développement agricole (FIDA) publié en 2006, estimait que le montant des transferts de migrants vers l'Afghanistan, circuits formels et informels confondus, s'élevait aux alentours de 2,5 Mds USD^{vii}, représentant près de 35% du PIB (de 2006).

L'évolution des flux de transferts de migrants via les circuits formels

Le manque de données fiables complique substantiellement l'analyse des tendances en matière d'envoi de fonds et de leurs implications pour le développement en Afghanistan. Il convient cependant de noter les efforts réalisés par la Banque centrale, Da Afghanistan Bank (DAB), en matière de comptabilisation des transferts, puisqu'elle recueille les données depuis 2002, en se fondant sur le modèle du FMI (« International Transactions Reporting System »). Elle s'appuie également sur les données recueillies auprès des organisations gouvernementales et des prestataires officiels de transferts de fonds.

Néanmoins, les données de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) montrent que les transferts de migrants, via les canaux formels sont passés de 219 MUSD en 2012 à 788 MUSD en 2020. Les transferts de migrants entrants enregistrent une accélération à partir de 2016, en partie expliquée par une concomitance de facteurs tels que le nombre croissant de réfugiés, les progrès en matière de numérisation financière (e-banking) et les encouragements des banques commerciales à l'utilisation des transferts formels via la réduction de leurs coûts et le renforcement de leur fiabilité.

En revanche, à partir d'août 2021 à la suite de la suspension du fonctionnement des voies légales de transferts résultant de la prise du pouvoir des Talibans, les envois des migrants officiels sont revenus au niveau de la période 2012 à 2016, soit 300 M USD, et 2,1% du PIB^{viii}.

Les caractéristiques des transferts de migrants formels

Les transferts formels des migrants sont organisés majoritairement autour des prestataires mondiaux tels que MoneyGram et WesternUnion. Il existe également des Hawaladers détenteurs d'une licence octroyée par la DAB leur permettant ainsi d'exercer leurs activités d'envoi et réception de fonds légalement. S'agissant des banques commerciales, elles jouent un rôle faible dans la réception des transferts, compte tenu des lourdeurs réglementaires associées à leurs procédures, des coûts induits ainsi que du faible degré de confiance accordé par la population. La nécessité de posséder un compte bancaire et de pouvoir attester de son identité limite les possibilités de transferts aux migrants dont le

^v Selon les données CNUCED, le montant des IDE s'élevait à 21 M USD en 2021, contre seulement 13 M USD en 2020 et 23 M USD en 2019, soit une pondération dans le produit intérieur brut dérisoire de 0,1%.

^{vi} L'année budgétaire afghane est basée sur le calendrier persan, allant chaque année de mi-mars à mi-mars, on parle « d'année solaire ».

^{vii} Ce chiffre a été calculé sur la base de trois estimations : le nombre total de migrants vivant à l'étranger, le pourcentage de migrants qui envoient de l'argent et la valeur annuelle des envois de fonds.

^{viii} Il s'agit du PIB de 2021, soit 14,9 Mds USD. En 2012, cette part représentait 1,1% du PIB (de l'année 2012).

statut est reconnu, principalement ceux installés dans les pays développés, tandis que les réfugiés situés dans les pays voisins (Pakistan et Iran), souvent sans papiers et sans emploi formel, transfèrent leurs fonds via le système Hawala. Selon une enquête de 2011^{ix} réalisée sur la migration et les transferts de fonds, la valeur moyenne de chaque transfert reçu était de 391 USD, avec un minimum déclaré de 6 USD et un maximum déclaré de 3 110 USD.

Rôle stabilisateur des transferts de migrants

Dans un pays comme l'Afghanistan, où les crises humanitaires sont fréquentes, et où les catastrophes naturelles se répètent, entraînant ainsi des hausses brutales des dépenses, les envois de fonds jouent un rôle important d'amortisseur des chocs. Pour une majorité de ménages, les transferts viennent suppléer la perte de revenu afférente à la dégradation du marché du travail en Afghanistan. Largement perçus comme un élément de survie pour les familles restées au pays, ces transferts représentent une source de revenus stable, leur permettant de répondre aux dépenses essentielles d'alimentation, d'éducation et de santé, atténuant l'extrême pauvreté^x. Une enquête nationale menée en 2011 montre que les familles bénéficiaires de transferts étaient dans une plus forte proportion propriétaires de leur logement ou de terres agricoles. Par ailleurs, les transferts peuvent jouer un rôle dans l'accumulation du capital humain puisque les enfants issus des familles bénéficiaires de transferts ont plus de chance d'être alphabétisés, de fréquenter l'école et d'obtenir de meilleurs résultats scolaires.

La diaspora afghane

En proie à une instabilité institutionnelle depuis plus de cinquante ans, et à une crise alimentaire sans précédent, la population afghane, avec 2,7 millions de réfugiés^{xi}, constitue l'une des plus importantes populations en exil au monde. Le déplacement des réfugiés est caractérisé par un effet de bord notoire puisqu'ils sont majoritairement installés dans les pays limitrophes, avec en 2020 quelque 2,2 millions de réfugiés localisés en Iran et au Pakistan, suivis de l'Allemagne qui comptabilise près de quatre-cent mille réfugiés. En lien avec cette distribution géographique, une enquête NRVA (« National Risk and Vulnerability Assessment ») réalisée en 2007, indique que 68% des expéditeurs de transferts se situeraient en Iran, contre seulement 4,4% au Pakistan, en liaison avec le statut précaire des Afghans au Pakistan. Ces derniers ne disposent souvent pas de situation légale et privilégient en conséquent l'envoi via les canaux informels, échappant ainsi à tout recensement. L'enquête montre également que les familles afghanes ont tendance à soutenir la migration des jeunes hommes pouvant effectuer un emploi dans les pays voisins.

^{ix} IS Academy Survey – l'enquête a été réalisée sur 2 005 ménages représentatifs (ménages avec des membres migrants, non-migrants, et migrants puis revenus en Afghanistan).

^x En revanche, selon un rapport des Nations-unies, la population vivant sous le seuil de pauvreté a quasiment doublé entre 2020 et 2022, et ce, en parallèle de l'arrivée au pouvoir des Talibans, passant de 19 millions à 34 millions d'afghans soit 85% de la population.

^{xi} Il s'agit du nombre de réfugiés au terme de l'année 2021 selon l'Organisation internationale pour la migration (OIM).

La prééminence du système Hawala dans l'envoi et la réception des transferts de migrants

Les caractéristiques du système Hawala

Les données recensant les transferts de fonds formels en Afghanistan sont loin de refléter la réalité. Le système Hawala, dont le fonctionnement est assuré par près de 900 Hawaladers à travers le pays, domine largement tout autre moyen d'envoi et réception de fonds au sein du pays.

Ses faibles coûts, la rapidité du service, la fiabilité, la couverture géographique et la simplicité du mécanisme sont autant de facteurs à l'origine du succès de ce mode opératoire. Il serait même communément utilisé par des ONG, voire des organisations internationales pour transférer les fonds nécessaires au financement de programmes. Selon certaines estimations, 90 % des transactions financières de l'Afghanistan passeraient par le système Hawala. La procédure permettant l'envoi des fonds via ce mécanisme est relativement facile puisqu'il s'agit pour l'individu envoyant l'argent de présenter le paiement comptant à l'agent expéditeur présent dans le pays d'envoi, sous forme de chèque, espèces ou carte de crédit ainsi que les coordonnées postales complètes des deux parties. L'agent expéditeur se charge de donner instruction à son correspondant dans le pays destinataire qui peut alors procéder à la remise de fonds lors de la venue du bénéficiaire, sous réserve de la présentation du code que la personne expéditrice aura partagé au préalable (voir annexe 2). La compensation financière, basée sur un contrat de confiance entre les Hawaladers, s'effectue par le biais d'envoi de numéraire, ou d'échanges commerciaux, tout en prélevant des commissions et en ajustant le change en leur faveur.

Un des avantages qu'offre le système Hawala, à rebours des prestataires officiels de transferts de fonds, réside dans sa présence sur la quasi-totalité du territoire afghan, permettant ainsi aux populations des régions les plus reculées de recevoir leur fonds. De plus, un rapport de la DAB, paru en 2018, a mis en exergue la différence de coût entre les différents mécanismes de transfert : les transferts envoyés via les banques sont les plus coûteux, avec une facturation à hauteur de 13% pour un envoi de 200 USD, contre 4% pour les prestataires officiels de transferts de migrants (par exemple WesternUnion), et seulement 1% via le système Hawala. L'incidence des frais élevés des mécanismes formels de transferts de migrants est double puisqu'ils réduisent les montants transférés et encouragent l'emploi des circuits informels.

L'emploi massif des canaux informels, conséquence de la faiblesse du système bancaire

L'utilisation massive des canaux informels s'explique, notamment, par la faiblesse du secteur bancaire et la très faible bancarisation de la population, avec seulement 15% des Afghans qui détiennent un compte bancaire. Le système bancaire formel est, à ce jour, quasi-inexistant, caractérisé par une réglementation et des pratiques désuètes qui entravent les opérations domestiques et les transferts internationaux. Dans ce contexte, le système Hawala s'impose comme la seule alternative viable pour la population, puisqu'en plus d'assurer l'envoi et la réception des transferts, les hawaladers offrent un large panel de services bancaires (crédit, dépôt, échange de devises). En outre, il convient de noter que

le système SWIFT n'est plus opérationnel en Afghanistan depuis août 2021, en raison de l'interdiction faite aux banques internationales de mener leurs opérations de règlements en provenance/à destination de l'Afghanistan, et ce, en raison des opérations préventives de due diligence en matière d'AML/CFT. Par ailleurs, le gel des 7 Mds USD d'actifs de la DAB^{xii} par le Trésor américain, placés initialement auprès de la Réserve fédérale, paralyse l'institution qui ne peut accéder qu'à une fraction de son financement habituel, et ne peut de facto assurer son rôle de prêteur en dernier ressort et de régulateur. Le manque de liquidité, occasionné par les sanctions économiques, risque de venir limiter la marge de manœuvre des Hawaladers dans leur fourniture de services, et notamment d'assumer les transferts aussi aisément qu'ultérieurement.

Limites du système Hawala

Les fonds transitant par l'intermédiaire du système Hawala, opaque par nature, échappent à la comptabilisation dans la balance des paiements^{xiii}, créant par conséquent un réel écart entre la mesure effective des transferts de migrants et la réalité des flux entrants en Afghanistan. En outre, l'absence de relevés des transactions financières rend l'utilisation du système Hawala attrayante pour le blanchiment d'argent issus des activités criminelles, comme le trafic d'opium. S'il semble peu probable que l'administration Talibane clôture ce système essentiel à la réception des flux de transferts, il est en outre, possible qu'elle cherche à prélever des taxes sur cet écosystème très lucratif.

Commentaires :

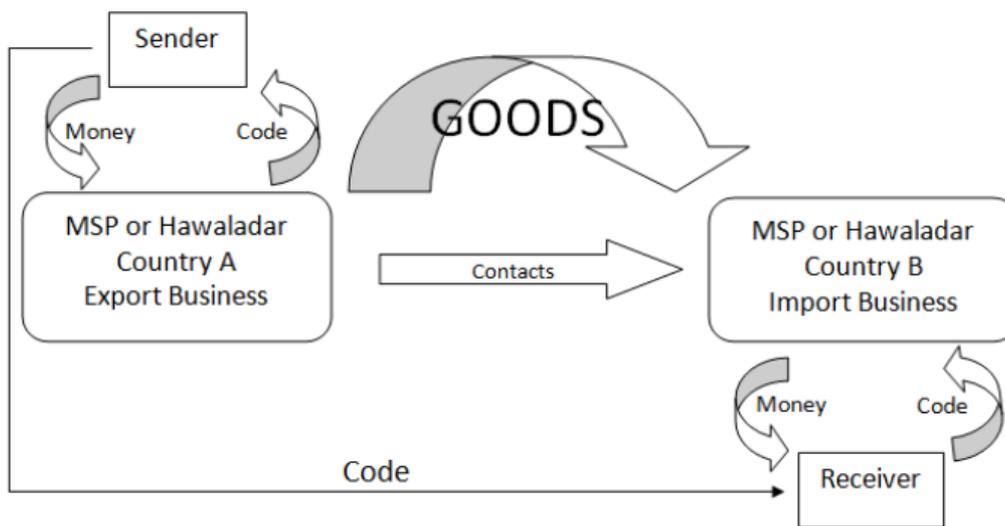
Les transferts de migrants ont permis de maintenir tant bien que mal l'économie afghane à flot, jusqu'à fin août 2021. Ils ont constitué jusqu'à cette date une source importante de revenus pour de nombreux ménages et permettent encore aujourd'hui d'atténuer les conséquences économiques dévastatrices de la suspension quasi-complète de l'aide humanitaire. En revanche, les transferts de migrants n'échappent pas à l'informalité, caractéristique prégnante de l'économie afghane, posant ainsi de nombreux problèmes de comptabilisation nationale, de réglementation et de fraudes. L'adoption massive du système Hawala en Afghanistan est la conséquence d'un système bancaire à la dérive et d'un manque d'accès aux services financiers d'une population encore trop peu bancarisée. Malgré leur nature contracyclique et leur rôle d'amortisseur de chocs, grâce à des montants importants et supposés moins volatiles, ces transferts sont également vecteurs d'une dépendance accrue vis-à-vis de l'extérieur, et ne peuvent s'imposer durablement comme une solution de financement de l'économie pour l'Afghanistan.

^{xii} En outre, le président Biden a scindé en deux le gel des avoirs ; la moitié de l'enveloppe a été affectée à l'indemnisation des victimes du 11 septembre, le reliquat ayant été transféré à un fonds fiduciaire basé en Suisse. Ce fonds vise à stabiliser l'économie afghane et devrait ainsi injecter de la liquidité, stabiliser le marché des changes, et fournir une aide humanitaire ciblée. Jusqu'à présent aucune activité de ce type n'a été reportée.

^{xiii} La méthodologie du calcul des transferts de migrants de la Banque centrale afghane se base sur la définition édictée dans la 5^{ème} édition du Manuel de la Balance des paiements du FMI qui consiste à additionner les trois composantes suivantes : les envois de fonds des travailleurs (« worker remittances »), la rémunération des salariés (« compensation of employee ») et les transferts de migrants (« migrant transferts »). Le terme de « migrant » ici réfère à une personne qui arrive dans un pays étranger du sien, qui y reste ou est censée y rester pendant un an ou plus.

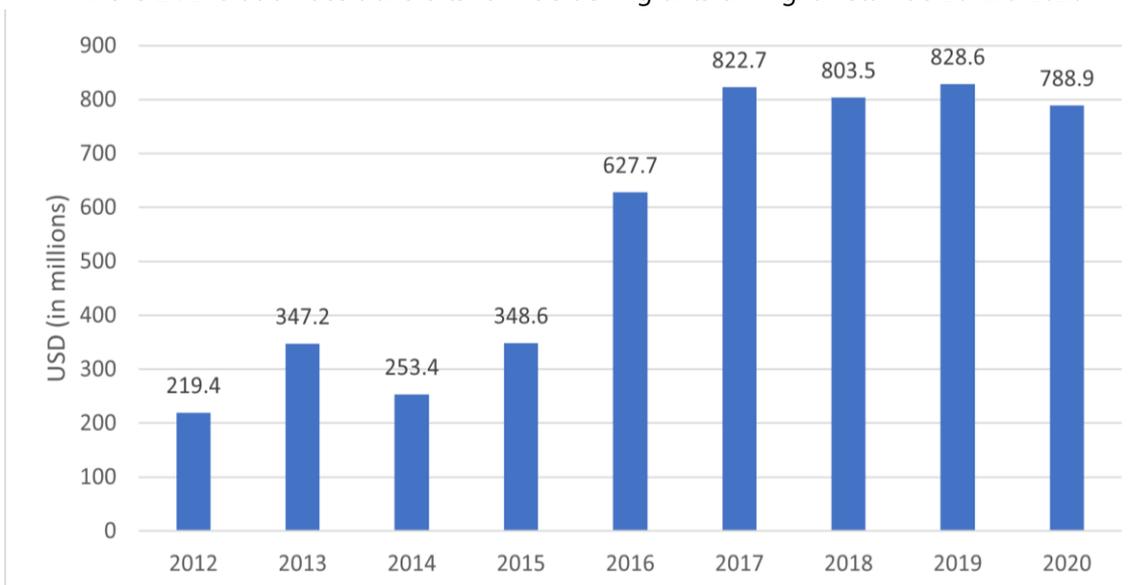
annexes

Annexe 1 : Fonctionnement du système Hawala



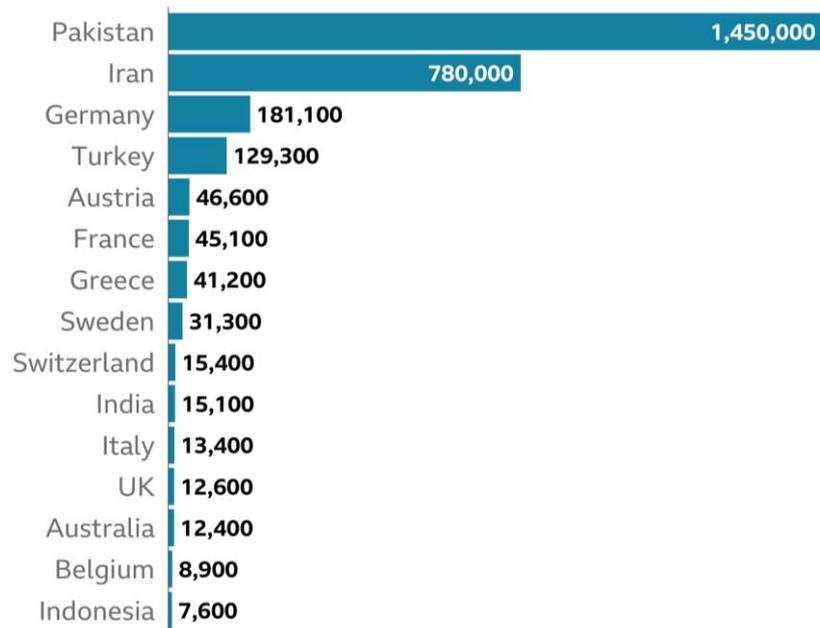
Source : Da Afghanistan Bank

Annexe 2 : Évolution des transferts formels de migrants en Afghanistan de 2012 à 2020



Source : OIM – Organisation internationale pour les migrations

Annexe 3 : Pays accueillant le plus de réfugiés afghans en 2020



Source : UNHCR

G Inde

L'Inde est le principal pays au monde bénéficiaire des transferts de ses migrants, devant la Chine et le Mexique, à la faveur d'une diaspora estimée à 18 millions d'individus. Les transferts reçus se sont élevés à 107 Mds USD en 2022, soit quelque 3% du PIB. Malgré la difficulté de mesurer exactement ces transferts, compte tenu du biais introduit par les canaux informels, les montants transférés ont quintuplé en valeur absolue entre 2005 et 2022, passant de 20 Mds USD à plus de 100 Mds USD.

Ces transferts jouent un rôle contracyclique, comme la période du Covid l'a mis en exergue, alors que l'on aurait pu s'attendre à une diminution des flux, induite par le retour forcé de nombre de migrants indiens dans leur pays d'origine et/ou l'impossibilité pour eux de revenir dans leur pays d'accueil. Ils sont en outre nettement supérieurs aux IDE entrants et assurent la couverture de 40% du déficit commercial indien.

Dans ce contexte, les pouvoirs publics s'efforcent de réduire les coûts d'intermédiation des transferts formels de migrants, afin de réduire l'utilisation des canaux informels, difficiles à appréhender et potentiellement propices aux flux illégaux.

Complexité de la question des transferts de migrants et méthodologie de la RBI

Complexité des concepts

La première difficulté tient à la difficulté de définition d'un travailleur migrant, dont les flux estimés détermineront l'évolution des transferts au fil des années. Le concept, en théorie explicite, puisqu'il est censé n'appréhender que des travailleurs expatriésⁱ disposant d'un travail formel ou informel dans leur pays de résidence, se trouve faussé par des biais géopolitiques ou des enjeux de puissance.

Aux travailleurs proprement dits disposant d'un contrat de travail à l'étranger et ayant gardé des liens avec leur pays d'origine, le ministère des affaires étrangères indien ajoute les individus ayant une origine indienne (People of Indian Origin), concept beaucoup plus flou que le précédentⁱⁱ. La diaspora indienne s'élèverait ainsi selon le ministère à 32 millionsⁱⁱⁱ d'individus en 2018, répartie entre 13 millions de citoyens indiens non-résidents et 19 millions d'individus d'origine indienne, en pratique ayant un lien d'ampleur variable avec l'Inde.

ⁱ Dans le cas de l'Inde, un citoyen indien qui n'a résidé en Inde que moins de 182 jours au cours de l'exercice fiscal précédent ou qui a quitté l'Inde ou demeure hors d'Inde pour des activités professionnelles exercées à l'étranger ou pour toute autre raison reflétant son intention de rester hors d'Inde pour une période indéterminée.

ⁱⁱ Selon le MAE indien, le citoyen d'un pays étranger (autre que le Bangladesh ou le Pakistan, relevant du Raj britannique jusqu'en 1947) est considéré comme un PIO s'il a eu dans le passé un passeport indien ; ou si l'un de ses parents ou l'un de ses grands parents est (était) citoyen indien ; ou s'il s'agit du conjoint d'un citoyen indien.

ⁱⁱⁱ Ces données paraissent difficilement conciliables avec d'autres méthodologies. Il existe ainsi des asymétries entre les données du recensement des Etats-Unis, faisant état de 5 M d'Indiens résidant aux Etats-Unis, alors que les données du MAE indien recense 1,3 M d'Indiens résidents des Etats-Unis. Ce n'est qu'en intégrant les quelque 3,2 M de citoyens américains d'origine indienne que l'on retrouve un chiffre cohérent avec celui du recensement de 2019 aux Etats-Unis.

La deuxième difficulté tient à la définition statistique des transferts de migrants en balance des paiements. Les transferts sont ainsi définis comme des revenus, biens ou ressources financières transfrontières transférés par des migrants à leur famille, à des amis ou des relations ressortissants à leur pays d'origine. Le FMI est beaucoup plus précis en définissant les transferts comme des revenus des ménages générés dans des économies autres que celles des ressortissants concernés et provenant de leur migration temporaire ou permanente dans ces économies.

Dans ce cadre, la notion de migrant, c'est-à-dire de travailleur résidant durablement à l'étranger, n'est pas suffisante pour appréhender les transferts dans leur intégralité, puisqu'aux ressources financières transférées par des individus ayant émigré dans une économie où ils résident et/ou aux rémunérations nettes de travailleurs frontaliers, saisonniers ou à court terme dans une économie où ils ne résident pas, il convient d'ajouter également les salaires versés à des employés rémunérés dans leur pays par des entreprises non-résidentes^{iv} (Cf. annexe).

La troisième difficulté concerne le traitement de l'informalité des transferts de migrants, qui donne lieu à une approximation des flux. Les données collectées n'appréhendent généralement que les transferts formels de migrants et négligent donc les transferts informels, qui sont d'autant plus importants que le pays bénéficiaire est pauvre et/ou que les migrants concernés sont des travailleurs faiblement qualifiés^v. Ces transferts informels sont également potentiellement favorisés par l'existence de frontières partagées entre le pays de résidence du travailleur migrant et son pays d'origine, comme c'est le cas du Bangladesh ou du Népal avec l'Inde. Dans ce dernier cas, les transferts de migrants népalais depuis l'Inde porteraient sur un degré d'informalité évalué à 30%, selon la Banque centrale népalaise^{vi}.

Description de la méthodologie retenue par la RBI dans le traitement des données

Dans le cadre de l'analyse qui suit, nous nous intéresserons avant tout aux flux bruts, c'est-à-dire aux transferts de migrants indiens, sans retraiter les flux (partiellement appréhendés par les flux formels) de migrants étrangers travaillant en Inde, notamment népalais et bangladais, faute notamment de disposer d'une estimation fiable et cohérente des flux informels, notamment de la Banque centrale indienne (RBI), recoupant les estimations précédemment citées de la Banque centrale népalaise.

^{iv} En pratique, le salaire versé à un employé indien par une entreprise opérant depuis la France.

^v Cette analyse trouve sa pertinence dans le fait que le coût des transferts est d'autant plus élevé que le montant transféré est faible. En Afrique subsaharienne, plus de la moitié des transferts de migrants étaient acheminés par le canal informel (Banque mondiale, 2011).

^{vi} Sur 1 Md USD transféré depuis l'Inde vers le Népal par des travailleurs népalais, 300 M seraient informels.

Compte tenu des enjeux micro et macroéconomiques, la RBI effectue depuis 2006 une enquête menée principalement auprès des banques autorisées à effectuer des opérations de change sur les transferts de migrants. Cinq enquêtes ont ainsi été menées depuis cette date^{vii}. Le champ de la cinquième enquête, portant sur 2020, a été particulièrement exhaustif, avec 98 banques exerçant des activités de change et pour la première fois, trois opérateurs de transfert de numéraire (MTO), dont l'offre de services est très compétitive par rapport aux banques.

Analyse de l'évolution des transferts et rôle macroéconomique

L'Inde est le principal pays d'origine des flux de migrants dans le monde, avec près de 18 millions de ressortissants indiens vivant à l'étranger, devançant le Mexique, la Russie et la Chine, dont les ressortissants s'élèvent à respectivement, 11 M, 10,8 M et 10 M, selon les chiffres publiés par l'ONU. Depuis 2000, le nombre de ressortissants indiens à l'étranger a crû de 10 millions.

Les montants transférés vers l'Inde ont quintuplé, s'élevant de 22 Mds USD en 2005 à 83 Mds USD en 2020 et plus de 100 Mds USD en 2022. Depuis 2010^{viii}, l'Inde dépasse la Chine comme principal pays bénéficiaire des transferts, avec des flux de 83 Mds USD en 2020 contre 60 Mds USD pour la Chine.

Jusqu'à 2016-2017, plus de la moitié des transferts de migrants provenaient des pays membres du Conseil de Coopération du Golfe^{ix} (CCG), malgré le recul des cours du pétrole et la poursuite de politiques budgétaires restrictives dans ces pays. Aussi, bien avant la survenue du Covid, qui a entraîné la fermeture des frontières et le rapatriement de nombre de travailleurs migrants indiens, on constate une contraction du nombre de permis d'émigrer dans cette zone depuis 2015, généralement délivrés à des personnes faiblement qualifiées. La baisse des prix du pétrole, l'orientation médiocre de la conjoncture et le durcissement des lois du travail dans les pays du Golfe, conjugués à la hausse des impôts et taxes afférents au renouvellement des permis de travailler, expliquent la forte diminution des flux migratoires vers les pays membres du CCG sur la période 2015-2020. Ils sont ainsi revenus de 760 000 en 2015 à 370 000 en 2017 et 90 000 en 2020. Dans ce contexte, entre 2016-2017 et 2020-2021, les transferts de migrants en provenance des pays membres du CCG sont passés de 54% à 28% du total des flux.

Parallèlement, la part des États-Unis restait stable à quelque 23%, tout en permettant à ce pays de supplanter les Émirats Arabes Unis, dont la part revenait de 27% à 18% entre les deux dernières enquêtes, comme premier pays d'origine des transferts ; le poids du Royaume-Uni se renforçait parallèlement, de 3% à 6,8%, tout comme celui de Singapour, quatrième pays d'origine des flux en 2020-2021, avec 5,7% du total, alors que ce pays n'apparaissait pas parmi les dix premiers pays d'origine des flux en 2016-2017. Nombre d'analyses mettent en exergue le changement de nature des migrants, dont les emplois seraient plus qualifiés et formels pour expliquer cette évolution. Mais l'analyse des flux est biaisée par la survenue du Covid qui a pu inciter les ressortissants indiens aux

^{vii} En juillet 2006, septembre 2009, avril 2013, août 2018.

^{viii} A cette date, Inde et Chine faisaient jeu égal, avec respectivement 53,5 Mds USD et 52,4 Mds USD.

^{ix} Arabie Saoudite, EAU, Koweït, Qatar, Bahreïn, Oman.

États-Unis, au Royaume-Uni et à Singapour^x à accroître leurs transferts de fonds pour venir en aide à leur famille, privée de ressources financières, en raison des périodes de confinement.

Cette analyse est confortée par l'évolution des flux de migrants, ventilée par états fédérés indiens bénéficiaires. En 2020/2021, le Kerala, le Tamil Nadu et le Karnataka ne représentaient plus que 25% de la collecte des transferts de migrants, alors qu'ils en représentaient 42% en 2016/2017. Cette diminution s'explique par l'évolution constatée dans les pays du golfe, qui accueillent traditionnellement une grande partie des ressortissants de ces états fédérés indiens. A contrario, on a pu noter une forte progression des transferts vers le Maharastra, qui devance désormais le Kerala en 2020-2021, avec 35,2% des flux, contre un pourcentage de 16,7% en 2016-2017^{xi}. Deux facteurs concomitants peuvent expliquer cette dynamique, d'une part le poids proportionnellement plus important de migrants qualifiés et leur résilience par rapport aux évolutions conjoncturelles, d'autre part, le rôle contracyclique joué par les transferts et la nécessité pour les ressortissants du Maharastra d'aider leur famille grâce aux versements effectués sur la période 2020-2021.

Sur l'ensemble de l'exercice civil 2022, les transferts de migrants reçus par l'Inde se sont encore accrus, de 86 Mds USD en 2021 à 107 Mds USD. Cette hausse a été alimentée par la forte augmentation des cours du pétrole, la mise en œuvre de stimuli budgétaires dans les pays développés qui ont bénéficié aux travailleurs émigrés, et l'assouplissement des mesures de contrôle aux frontières adoptées pendant le Covid, qui ont sans doute permis aux travailleurs migrants de revenir dans leur pays de résidence.

Rôle des transferts de migrants

L'importance macroéconomique des transferts de migrants en Inde est indéniable, dans la mesure où ils oscillent depuis 2006 entre 3% et 4% du PIB, pourcentage qui devrait diminuer dans le temps au fur et à mesure que l'Inde s'affirmera comme un pays à revenu moyen^{xii}.

De manière structurelle, les transferts de migrants réduisent la contrainte financière externe, dans un pays qui faute d'épargne domestique suffisante, a besoin de l'épargne du reste du monde pour financer son développement. Le montant des transferts est ainsi près de deux fois supérieur à celui des IDE entrants et assure la couverture du déficit commercial à hauteur de 43% en 2017-2018, de 40% en 2022/2023, malgré le creusement exceptionnel de ce dernier en raison de la hausse des cours du pétrole consécutive à la guerre russo-ukrainienne. Les transferts de migrants indiens ont donc ainsi, toutes choses égales par ailleurs, permis de limiter le déficit courant, qui s'est porté sur l'exercice 2022 à 92 Mds USD, soit 2,7% du PIB. Dans ce contexte, les transferts alimentent les entrées de devises et par conséquent contribuent à la constitution/reconstitution des réserves de change^{xiii}.

S'agissant des équilibres macroéconomiques internes, les transferts de migrants constituent un revenu disponible brut additionnel jouant un rôle de filet de sécurité et contribuant ainsi à financer des services

^x Ce facteur n'est sans doute pas le seul. La forte augmentation des transferts de migrants depuis Singapour s'explique peut-être également par l'intégration du système indien de paiements digitaux UPI avec PayNow, le système de paiement rapide singapourien.

^{xi} Les transferts vers le Kerala revenaient de 19% à 10% sur la période.

^{xii} A 3%, le pourcentage des transferts inscrit encore l'Inde dans la moyenne des pays à faible revenu, alors que le pourcentage des transferts rapportés au PIB dans les pays à revenu moyen converge vers 1,6% selon la Banque mondiale.

^{xiii} La RBI apparaît au 4ème rang mondial, eu égard à l'enveloppe de réserves, qui s'élevait fin mai 2023 à 590 Mds USD.

essentiels comme l'éducation, la santé, que les ressources budgétaires limitées de l'Etat central et des Etats fédérés ne permettent pas de couvrir. Les transferts ont joué un important rôle contracyclique aussi bien durant la période des difficultés économiques 2008-2013, au cours de laquelle ils se sont inscrits durablement au-dessus de 3,5% du PIB, que pendant la période de Covid (2020-2021), durant laquelle ils ont enregistré un rebond en pourcentage du PIB, les Indiens résidents à l'étranger transférant des subsides à leur famille. Ce rebond peut toutefois s'expliquer en 2020-2021 par le retour d'Indiens non-résidents dans leur pays d'origine, après la perte de leur emploi ou l'impossibilité de revenir dans leur pays de résidence, les obligeant à transférer en Inde leurs comptes à l'étranger. Un autre élément explicatif tient au fait que les migrants auraient privilégié les circuits formels au détriment des circuits informels pendant la pandémie, en liaison notamment avec une mobilité réduite, dans un contexte où l'enveloppe totale des transferts aurait reculé.

Le rôle essentiel des transferts de migrants dans les équilibres macroéconomiques, tant internes qu'externes, explique ainsi que les pouvoirs publics, notamment indiens, souhaitent en abaisser les coûts d'intermédiation.

Un objectif de taille, réduire les coûts de transfert

Les coûts de transfert, généralement à la charge de l'expéditeur, sont élevés, puisqu'ils impliquent en général plusieurs intermédiaires, induisent des commissions de change et depuis une dizaine d'années, des frais annexes liés aux obligations de conformité réglementaire qui sont imposées au secteur bancaire dans le cadre de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Pour toutes ces raisons, les banques ne constituent pas le canal privilégié par les migrants, lorsqu'il s'agit de transférer des règlements de l'ordre de 200 USD au plus. En 2021, les coûts moyens de transfert dans l'ensemble du monde^{xiv} étaient de l'ordre de 6,3% et de 5% pour des virements standard de 200 USD et de 500 USD. Au sein des pays du G20, le Mexique et l'Inde auraient les coûts de traitement les plus faibles, de 5,2% pour l'Inde en 2021, s'agissant d'un virement de 200 USD, probablement moindre pour un virement de 500 USD^{xv}. Sur longue période, les frais de transfert de 200 USD, du reste du monde vers l'Inde, ont reculé, revenant de 9% en 2013 à 5,6% en 2018 et 5,2% en 2021^{xvi}.

Les banques publiques, qui opèrent avec une structure de coûts relativement rigide, quel que soit le pays d'origine du virement, sont peu compétitives et captent une part faible des transferts, de l'ordre de 30%, alors qu'elles représentent près des deux-tiers des actifs bancaires en Inde. Les banques privées, qui sont en mesure de répercuter les différentiels de coûts aux clients, captent l'essentiel du volume des transferts, soit plus de 60%. Enfin, les banques étrangères réussissent à capter 9% du volume. En 2021, toutefois, ces parts de marché avaient évolué, les banques publiques ayant réussi à réduire leurs structures de coût, notamment pour les virements en provenance des pays du Golfe. Leur

^{xiv} Remittances Prices Worldwide, Groupe Banque mondiale (2021)

^{xv} Cette information n'a pas été communiquée par la RBI dans la publication des résultats de la dernière enquête. Lors de la précédente enquête, il avait été mentionné que les frais étaient revenus de 4,9% en 2013 à 3,3% en 2018 pour un virement de 500 USD. Pour mémoire, les objectifs du millénaire (SDG) ont pour cible des coûts de transfert plafonnés à 3% d'ici 2030 pour ce type de montant comme pour 200 USD.

^{xvi} D'après la Banque mondiale, ce coût aurait encore reculé en 2022, pour s'inscrire à 4,7% au T3.

part de marché s'est établie à 39%, celle des banques privées s'inscrivant à 53%, dans un contexte où leur coût de traitement augmentait, indépendamment même du montant du virement ; Les banques étrangères ont conservé leur part de marché, de l'ordre de 8%, en abaissant significativement le coût de leurs opérations de virement.^{xvii}

Parallèlement au système bancaire, il convient de noter la montée en régime des opérateurs de transfert du numéraire (Money Transfer Operators, MTO), qui concentrent 97% des opérations dites cash-to-cash. Ces opérateurs offrent à leur clientèle n'ayant pas de compte en banque, en pratique les migrants les moins qualifiés, des facilités de transfert, grâce à un réseau extrêmement diversifié, allant des banques/bureaux de change aux bureaux de poste, agences de voyages, stations-service, magasins divers.

Cette diversité est rendue possible grâce au mode opératoire du virement, effectué par l'intermédiaire du MTO, qui doit être agréé par le régulateur financier indien pour effectuer des virements. Il doit exister une connexion entre cette entité et ses correspondants en Inde, qui doivent être des banques, des bureaux de change, des bureaux de poste, qui peuvent alors désigner des agents finaux dépositaires de la somme transférée. La somme pourra être retirée sous forme de numéraire par le bénéficiaire. Dans le cadre de la réglementation AML/CFT, les sommes virées ne sauraient dépasser 2500 USD. Par ailleurs, le nombre de transferts effectués selon ces modalités ne peuvent dépasser trente opérations par personne et par an.

Plus de la moitié des opérations de transfert effectuées par ce canal concerne les Etats membres du Conseil de Coopération du Golfe, ce qui s'explique également par la nature des flux migratoires entre l'Inde et cette zone, majoritairement composés d'une main-d'œuvre faiblement qualifiée. Au-delà de la simplicité des opérations, c'est également leur moindre coût qui explique la préférence donnée par les agents à ce type de virement. Par rapport à un transfert bancaire, la fourchette de coût d'un virement de 200 USD effectué par l'intermédiaire d'un MTO est susceptible d'être deux fois moins importante, ressortissant à 0-11,1% contre 0-22,7%. Cet avantage diminue sensiblement dès lors que le virement est supérieur ou égal à 500 USD, le coût d'un MTO étant de 7,1% contre 9,2% pour celui d'une banque.

Les perspectives offertes par la monnaie numérique de banque centrale, que la RBI souhaite mettre en place pour des raisons tenant tant à la réduction des coûts d'intermédiation financière qu'à l'inclusion des ménages les plus pauvres, devraient favoriser encore la réduction des coûts de transfert et la diminution des transferts informels. Les risques de blanchiment d'argent sale/financement du terrorisme auxquels l'opacité des circuits informels de transferts de migrants donnent lieu s'en trouveraient atténués.

^{xvii} Il est revenu de 13,3% à 0,8%-11,8% pour un virement de 200 USD, de 6,2% à 0,3%-4,7% pour 500 USD.

Commentaires :

Les transferts de migrants continuent de jouer un rôle contracyclique important, probablement en raison des difficultés de l'Inde à créer notamment des emplois qualifiés, dans un contexte où le dividende démographique constituera un défi de taille dans les vingt prochaines années. Les pouvoirs publics sont d'ailleurs parfaitement conscients de l'incidence des retombées liées aux transferts de migrants sur l'économie indienne, d'où l'intérêt qu'ils portent à la diminution du coût d'intermédiation des transferts, qui pourrait concourir à l'augmentation de ces derniers.

Annexes

Annexe 1 : Le traitement des transferts (remittances) dans le 6^{ème} Manuel de Balance des Paiements

Les transferts de migrants ressortissent à trois rubriques : (i) les rémunérations des salariés perçues dans les économies où ils ne résident pas ; il s'agit de la rémunération des Indiens employés par des entreprises non-résidentes en Inde ; (ii) les envois de fonds des résidents d'une économie aux résidents d'une autre économie ; (iii) les transferts familiaux des migrants. Dans le premier cas, la rémunération des salariés inclut la rémunération totale en numéraire et en nature versée à un employé ne résidant pas dans la même juridiction que l'entreprise employant le salarié. Par exemple, il peut s'agir d'une entreprise française ne disposant pas d'un site de production ou d'exploitation en Inde qui emploie un salarié indien sur place. Une difficulté d'interprétation peut survenir lorsque l'employé est en fait un auto-entrepreneur disposant d'un contrat de prestation de services avec l'entreprise qui l'emploie. Dans ce cas, la prestation de services rendus ne donne pas lieu à versement d'une rémunération et partant à transfert mais à acquisition d'une prestation de services (traitée dans les exportations/importations de services).

Les envois de fonds des résidents d'une économie aux résidents d'une autre économie consistent dans des transferts courants en numéraire ou en nature, effectués vers un non-résident. Ces transferts ne prennent pas en compte la source de revenus dont ils dérivent, non plus que le lien existant entre le bénéficiaire et l'expéditeur. En pratique, ces opérations excluent les opérations d'investissement immobilier, considérées comme des investissements directs dans le pays d'origine de l'initiateur de l'opération et non comme un transfert. Si toutefois, certains proches de l'investisseur vivent dans le bien acquis et paient un loyer nul ou inférieur à sa valeur de marché, la différence entre celle-ci et le loyer effectivement réglé est considéré comme un transfert, alors que le paiement effectivement réglé par les proches est enregistré comme un revenu d'investissement réglé à l'étranger.

Enfin, la troisième rubrique est constituée par les transferts familiaux des migrants, tant en numéraire qu'en nature, ce qui donne également lieu à des biais de mesure.

G Bangladesh

Les transferts de migrants représentent une entrée de devises étrangères importante pour le Bangladesh, à jeu égal avec les revenus tirés des exportations de prêt-à-porter. Ils ont atteint 21 Mds USD en 2021-22, un montant qui s'inscrit à un niveau élevé en valeur absolue, tout en reculant en valeur relative : de 10% du PIB en moyenne annuelle entre 2009 et 2014, le montant s'est désormais stabilisé autour de 5%. L'opération souffre en effet d'un grand nombre de difficultés. Si l'arsenal législatif a été fortement renforcé depuis 2010, sa mise en œuvre demeure faible et aléatoire, laissant la porte ouverte à un grand nombre d'abus, tant des intermédiaires que des agences de recrutement, qui font du Bangladesh l'un des pays où l'émigration est à la fois coûteuse et dangereuse. Par ailleurs, le gouvernement peine à restreindre l'utilisation de canaux de transfert non officiels, et ce en dépit de subventions coûteuses en faveur des canaux formels (400 MUSD/an).

Les transferts monétaires sont par ailleurs très sensibles au contexte géopolitique, notamment au Moyen-Orient qui accueille la majorité des travailleurs migrants. Si le Bangladesh souhaite réellement optimiser cette source de revenus dans un contexte concurrentiel, il devra mener une politique ambitieuse de formation des expatriés, alors que, si les départs ont bien repris de plus belle après le Covid, il s'agit dorénavant de 80% de profils non qualifiés contre 30% avant la pandémie.

Etat des lieux et facteurs déterminants des transferts des expatriés

Des flux migratoires record en 2022, avec 1,1 million de départs

Près de 1,1 million de travailleurs ont migré du Bangladesh (voir annexe 1) en 2022. Le pays a profité du dynamisme des opportunités à Oman et en Arabie Saoudite, premier pays en termes de destination, et de la réouverture des Emirats Arabes Unis et de la Malaisie. Ces quatre pays représentent 83% du total des flux bangladais reçus par les pays d'accueil en 2022. Il est impossible de disposer de données sur le stock de main d'œuvre présent à l'étranger, l'administration bangladaise ne compilant pas les données des retours au pays. Celui-ci serait d'environ 7 millions en 2020 d'après les données de l'Organisation Internationale pour les Migrations.

Des profils de moins en moins qualifiés depuis le Covid

Les expatriés sont principalement des hommes peu qualifiés. D'après les données du Bureau of Manpower, Employment and Training (BMET)ⁱ le pays était en voie d'atteindre son objectif de 50% d'expatriés qualifiés en 2021 (cf. annexe 2). Mais le Covid semble avoir eu un impact durable sur le profil des expatriés : la part de profils non-qualifiés est passé ainsi de 28% en 2019 à 79% en 2022. Les femmes représentent une part en baisse des expatriés, avec 9% du total en 2022, contre un pic à 19% en 2015. Les femmes bangladaises sont très majoritairement peu qualifiées et employées comme travailleuses domestiques ou dans le secteur textile.

ⁱ Organisme public part du "Ministry of Expatriates' Welfare and Overseas Employment".

De nombreux expatriés bangladais finissent par s'établir à l'étranger et deviennent des non-résidents. Leurs contributions aux transferts semblent être croissantes, avec des pays d'origine tels que les Etats-Unis (16% des transferts en 2021-22) ou le Royaume-Uni (10%) prenant une place de plus en plus importante.

Les transferts repartent à la hausse en valeur absolue, mais demeurent stables en valeur relative, à 5% du PIB, à un niveau éloigné des records de 10% enregistrés sur la période 2009-2014

Après avoir connu un plateau entre 2012-13 et 2017-18, les transferts sont à nouveau en hausse et atteignent en 2021-22 près de 21 Mds USD soit environ 5% du PIB, en nette baisse par rapport à l'année fiscale précédente qui avait enregistré un record de 25 Mds USD dans le contexte du Covid (voir annexe 3). Entre 2009 et 2014, les transferts représentaient en moyenne 10% du PIB, avant de régresser année après année et de diverger par rapport à l'objectif de 10% d'ici 2030.

A titre de comparaison, l'aide internationale s'est élevée sur la même période à 11,0 Mds USD, les exportations à 52,0 Mds USD et le flux d'IDE entrants à 4,6 Mds USD (nets à 3,4 Mds USD). Les exportations nettes du secteur textile, c'est-à-dire après soustraction des importations de matières premières, atteignent 23 Mds USD en 2021-22. Les transferts des expatriés (21 Mds USD) sont donc une source de devises au moins aussi importante que le secteur textile (23 Mds USD).

Des coûts de départs et de transferts très élevés

Une récente étude réalisée par le Bangladesh Bureau of Statistics (BBS) souligne le poids très important des coûts de départ pour les potentiels candidats. Ceux-ci sont bien souvent plus de deux à trois fois plus élevés que les plafonds fixés par le gouvernement en 2017 pour 15 pays. Entre 2015 et 2018, le coût de la migration était de 471.000 Tk en moyenne pour les hommes (près de 4500 EUR), contre un salaire moyen de 240 EUR mensuel – soit 19 mois de salaire pour rembourser les coûts initiaux. Cela tient aux asymétries d'information et surtout au comportement d'agences de recrutement sans scrupule soutenues par un syndicat dont le président entre 2016 et 2021 était un ancien député du parti majoritaire.

Les expatriés enregistrent également des coûts importants de transfert. Dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD 10.c), le pays s'est engagé à ramener les coûts de transaction à moins de 3% d'ici à 2030. Ils représentent encore 5,3% en 2021, en baisse par rapport à 2015, année durant laquelle ils s'inscrivaient à 7,5%.

Une politique volontariste

L'importance des transferts pour l'équilibre externe et la gestion des réserves de change conduit les pouvoirs à mener une politique très volontariste. Un réseau d'institutions publiques dédiées a été mis en place : une banque spécialisée (Probashi Kallyan Bank ou PKB), une agence de recrutement (BOESL), un fonds de soutien (Wage Earners' Welfare Board). Le fonds est également compétent pour négocier des accords bilatéraux (réouverture du marché malais en 2022) ou pour fournir des formations via le BMET aux candidats à l'expatriation. Mais 100 000 personnes au mieux sont formées chaque année, le

principal obstacle étant le faible nombre des opportunités d'emplois dans les secteurs plus qualifiés où la concurrence est la plus marquée (Inde, Philippines, etc.). Le Bangladesh a par ailleurs nettement amélioré son arsenal législatif, mais celui-ci reste peu appliqué.

Pour lutter contre l'érosion persistante des transferts via les canaux officiels, le gouvernement a mis en place à partir de 2020 une incitation monétaire de 2%, augmentée à 2,5% en janvier 2022, assortie de conditions de plus en plus légères pour en bénéficier sans document justificatif. Le budget alloué serait d'environ 400 MUSD, sous forme de subventions pour l'année fiscale en cours.

Le rôle des transferts des expatriés dans le financement interne et externe de l'économie

Avec une balance commerciale structurellement déficitaire et des IDE faibles, l'économie bangladaise dépend fortement des entrées de capitaux liées aux transferts des expatriés. La concentration des transferts depuis un petit groupe de pays d'origine est un facteur permanent de vulnérabilité. Néanmoins, les effets multiplicateurs demeurent importants, tout en étant moindres que dans les autres économies de la région.

Des effets multiplicateurs élevés, quoique inférieurs à ceux constatés dans le reste de l'Asie du sud

Des travaux économétriques de la Banque mondiale cherchent à démontrer la corrélation existant entre les transferts de migrants et l'augmentation de la consommation et de l'investissement au Bangladesh en s'appuyant sur des données de comptes nationaux couvrant la période de 1981 à 2010. L'incidence du multiplicateur sur ces deux variables et sur le PIB est d'autant plus prononcée que les transferts de migrants sont élevés et qu'il existe des capacités de production inutilisées, faute de quoi les transferts de migrants, qui induisent une demande marginale, exerceraient un effet inflationniste. Le multiplicateur à court terme serait de 1,35, celui à long terme s'élèverait à 2,07. En d'autres termes, une variation des transferts de migrants à hauteur de 100 USD entraîne une progression de la demande globale de 137 USD à court terme et de 207 USD à long terme. Toutefois, le multiplicateur de long terme apparaît beaucoup plus faible au Bangladesh que dans la plupart des autres pays, puisqu'il s'élève à 4,08 en Inde, à 3,56 au Pakistan, à 2,62 au Sri Lanka ; seul le Népal afficherait un multiplicateur de long terme inférieur à 2.

Un lien difficile à établir avec la réduction de la pauvreté

La plupart des experts étudiant le lien entre transferts de migrants et pauvreté s'accordent sur son caractère positif et important. Le Household Remittance Survey 2009 indique que, sur un échantillon aléatoire, le taux de pauvreté des familles constituées par un expatrié au moins est de 10% contre 31% pour les autres. Les dépenses de santé et d'éducation sont également plus importantes. Néanmoins, le biais de sélection n'autorise pas de conclusion définitive, l'émigration nécessitant une certaine aisance matérielle pour supporter les frais liés. D'après des données du BBS de 2016, 28% de l'argent reçu par les familles rurales est néanmoins utilisé pour des investissements (agriculture, petit artisanat, magasin).

L'agent banking, un levier pour l'inclusion financière

L'agent banking, établi par la Banque centrale en 2013, est un canal alternatif de prestation de services bancaires aux populations exclues des réseaux bancaires traditionnels. Il est fortement sollicité par les expatriés afin d'acheminer l'argent transféré jusqu'aux villages. Ainsi, en 2022, la contrevaletur de 3,2 Mds USD a été transférée via l'agent banking, 91% des virement étant réalisés vers des zones rurales.

Des initiatives pour promouvoir l'investissement de la diaspora

Le gouvernement a mis en place une série de mesures pour inciter les non-résidents bangladais (NRB) à investir au Bangladesh. Il a créé plusieurs titres pour les NRB (Wage-Earner Development Bond, US Dollar Premium Bond, and US Dollar Investment Bond) et a offert des avantages spécifiques comme par exemple un quota d'actions lors d'une introduction en bourse. Deux licences de banques ont été données à des banques dédiées (NRB Bank et NRB Commercial Bank), afin de faciliter l'ouverture de comptes bancaires au Bangladesh.

Des transferts informels difficiles à quantifier mais probablement majoritaires

Une part importante des transferts vers le Bangladesh est réalisée par des canaux informels, pour des raisons de confiance, de coût de transfert et de taux de change plus favorable ainsi que de rapidité. Le principal canal est le hundi, une pratique qui la plupart du temps fonctionne en deux boucles fermées permettant d'une part l'envoi des transferts du pays X vers le Bangladesh et d'autre part, l'envoi d'argent du Bangladesh vers le pays X sans flux d'argent entre les deux pays (voir annexe 5). Une étude de l'OIT, publiée en 2014, estimait qu'environ 60% seulement des envois de fonds étaient effectués par les canaux officiels, une part que les experts estiment en baisse depuis avec le développement des services bancaires mobiles et le contrôle du taux de change officiel par la Banque centrale (107 Tk pour un dollar contre près de 120 sur les marchés non officiels).

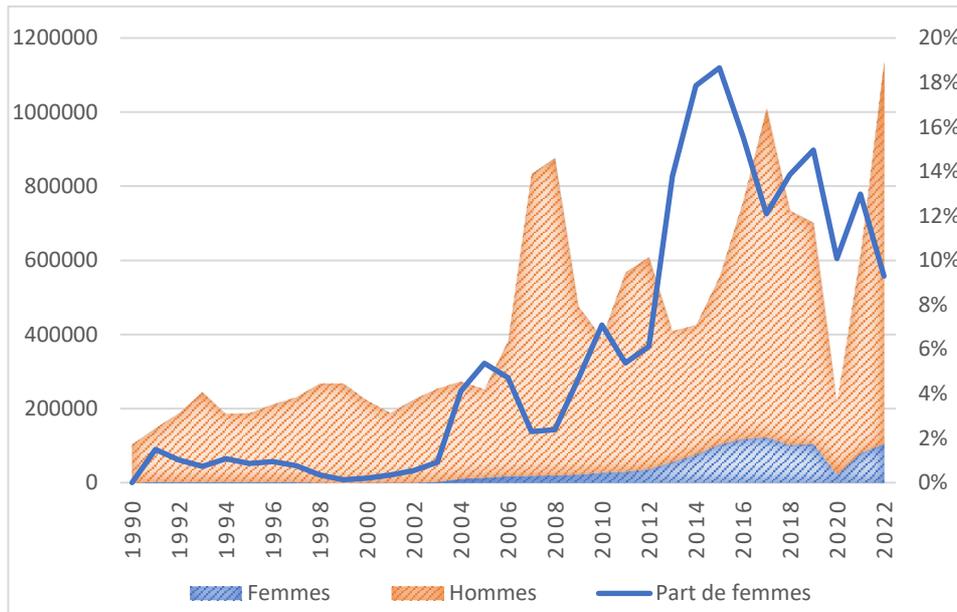
La confiance dans le secteur bancaire est un enjeu particulièrement important. La réputation de la principale banque récipiendaire des transferts, l'Islami Bank Bangladesh Limited qui collecte un quart des transferts, a pâti récemment d'un scandale impliquant un prêt irrégulier de 2,6 Mds EUR à son principal actionnaire.

Commentaires :

Dans un contexte de tension sur les réserves de change, les transferts de migrants sont un indicateur particulièrement suivi de la position financière du pays ; toutefois, le contrôle du cours de change et partant l'existence d'un taux de change parallèle plus favorable, ont concouru à la diminution relative des transferts officiels au profit de l'informalité. Quoi qu'il en soit, le gouvernement du Bangladesh poursuit une politique particulièrement active de promotion des flux de migrants, faute de pouvoir créer les emplois nécessaires pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail.

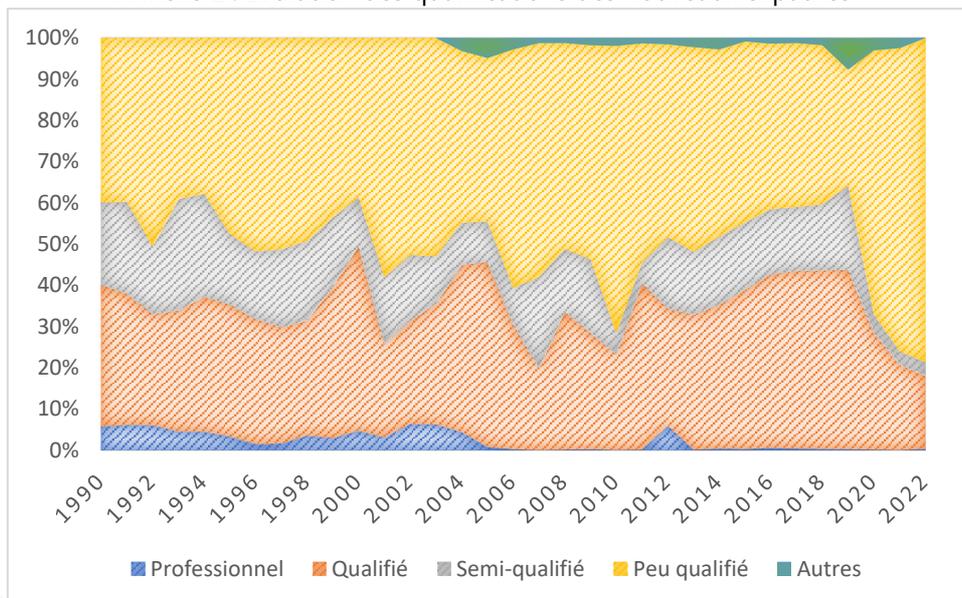
Annexes

Annexe 1 : Evolution des expatriations en fonction du sexe (par année fiscale)



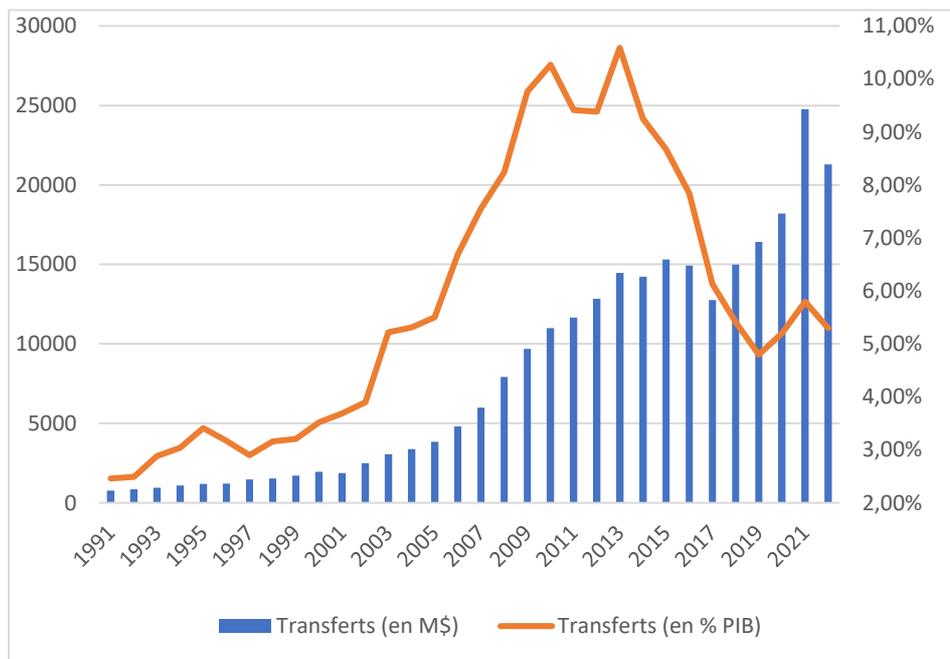
Source : BMET

Annexe 2 : Evolution des qualifications des nouveaux expatriés



Source : BMET

Annexe 3 : Evolution des transferts des expatriés (en million d'EUR et en % du PIB par année budgétaire)



Source : Bangladesh Bank

Tableau 1 : Répartition de la provenance des transferts.

Pays	2017-2018		2021-2022	
	M\$	%	M\$	%
Arabie Saoudite	2591,58	17,3%	4542	21,6%
Etats-Unis	1997	13,3%	3438	16,3%
Emirats Arabes Unis	2430	16,2%	2069	9,8%
Royaume-Uni	1106	7,4%	2039	9,7%
Koweït	1200	8,0%	1689	8,0%
Qatar	844	5,6%	1346	6,4%
Italie	662	4,4%	1054	5,0%
Malaisie	1107	7,4%	1022	4,9%
Oman	958	6,4%	897	4,3%
Bahreïn	542	3,6%	567	2,7%
Total	14982	100,0%	21031	100,0%

Source : Bangladesh Bank. Note : la France se situe à la 13^{ème} position en 2021-22 avec 256 MUSD

Annexe 4 : Le cas particulier de l'Inde

L'absence du voisin indien dans la liste des pays d'origine des transferts est notable. L'émigration vers l'Inde est un sujet sensible au Bangladesh, dans un contexte où elle est la plupart du temps illégale, où la frontière se militarise et est régulièrement le théâtre d'incidents. Pour ces raisons, l'émigration vers l'Inde n'est pas reconnue et les Bangladais y travaillant utilisent très majoritairement des canaux non officiels pour opérer leurs transferts. La Banque Mondiale estimait le flux représenté par ces transferts à près de 4 Mds USD en 2017, contre 4,5 Mds USD deux ans plus tôt. La démonétisation massive opérée en novembre 2016 par le gouvernement indien avec le retrait et l'échange de 85% de la masse monétaire en circulation, pour tenter d'éradiquer l'argent illicite dans le pays, peut en partie expliquer la baisse des transferts en provenance d'Inde. Le nombre de Bangladais résidant en Inde n'est pas connu mais selon le gouvernement indien, 20 millions de Bangladais vivaient illégalement sur le territoire indien.

Source :

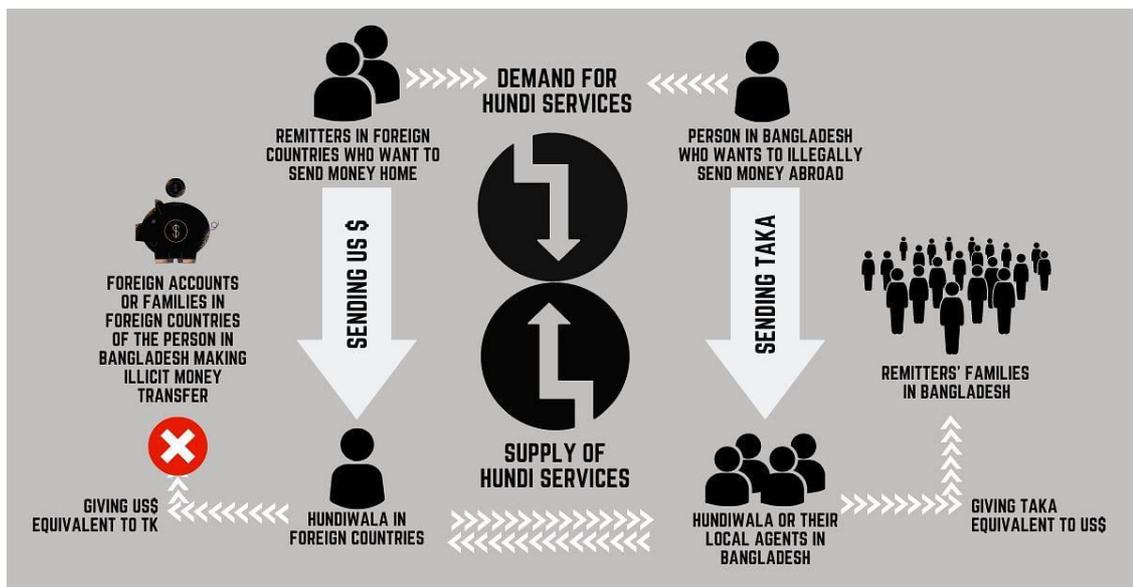
[i] Barai, M.K. 2012. Development dynamics of remittances in Bangladesh. SAGE Open 2012, doi:1177/2158244012439073. <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/2158244012439073>

[ii] Voir Cartographie du Pew Research Institute : <https://www.pewresearch.org/global/interactives/remittance-flows-by-country/>

[iii] <http://blogs.worldbank.org/peoplemove/demonetization-india-short-and-long-term-impact-remittances>

[iv] <https://timesofindia.indiatimes.com/india/Two-crore-Bangladeshi-immigrants-illegally-staying-in-India-Centre-informs-Rajya-Sabha/articleshow/55457903.cms>

Annexe 5 : Fonctionnement du hundi.



Source : [The Daily Star](https://www.thedailystar.com.bd)

G Pakistan

Le Pakistan se caractérise par une forte émigration, dont le niveau reste faible toutefois rapporté à la taille de sa population, et en particulier une expatriation de travailleurs sous l'impulsion d'une politique migratoire volontariste du gouvernement, génératrice de transferts qui jouent un rôle important au plan des équilibres externes, même si leur contribution au développement économique du pays sur le long terme pourrait se révéler négative.

[Le Pakistan se caractérise par une forte émigration, même si ce niveau reste faible rapporté à la taille de sa populationⁱ](#)

Conséquence de l'instabilité politique, de la situation sécuritaire, de la crise économique mais aussi de la rigidité des structures socio-économiques qui constitue un frein à la mobilité sociale et aux opportunités économiques, le Pakistan enregistre un solde migratoire négatif (166 000 en 2022) et un stock de migrants évalué à 6,3 M, soit 3% de sa population. Le pays figure au 7^{ème} rang mondial des pays d'origine des flux de migrants internationaux. Si l'on intègre la diaspora pakistanaise, les "*overseas Pakistani*", dont une partie importante réside au Royaume-Uni, aux Etats-Unis ou dans l'Union européenne, le nombre de Pakistanais vivant en dehors du Pakistan s'élève à 9 Mⁱⁱ. Il convient toutefois de distinguer la diaspora pakistanaise - détentricrice de doubles passeports, intégrée économiquement et socialement -, des travailleurs migrants ou expatriés pakistanaise "*overseas workers*", qui sont comptabilisés par le Bureau of Emigration & Overseas Employmentⁱⁱⁱ. Enfin, la part des migrants illégaux est faible comparée aux flux légaux^{iv}.

[Le Pakistan est le second pays exportateur de main d'œuvre d'Asie du Sud](#)

Le stock de travailleurs expatriés depuis 1971 s'élève à 11,3 M et présente une forte homogénéité de destination et de profil : (i) expatriation dans les pays du Golfe (96%), principalement Arabie saoudite ou EAU, avec une récente diversification vers l'ASEAN (Malaisie) ou l'Union européenne ; (ii) une émigration qui concerne exclusivement des hommes^v, dont la moyenne d'âge est de trente ans, avec un faible niveau de formation, qui occupent des métiers requérant une faible qualification^{vi}, (iii) motivée par des raisons économiques^{vii} et de courte durée.

Les flux de travailleurs expatriés ont connu une forte croissance entre 2010 et 2015, avec un pic en 2015, puis une baisse entre 2016 et 2019 consécutive au ralentissement économique lié à la baisse des cours du pétrole dans les pays du Golfe, qui a entraîné une diminution des opportunités dans le secteur de la construction en raison du ralentissement des projets d'infrastructures et des mesures de nationalisation des emplois. On observe une forte reprise en 2019, qui se traduit par la multiplication par deux des travailleurs expatriés enregistrés au BOE, en raison d'une politique plus favorable en Arabie saoudite, puis une forte baisse des flux sortants entre 2020 et 2022 en raison de la crise du Covid (-64% en 2020). Cette dynamique est comparable à celle de l'Inde (cf. supra).

Cette baisse devrait cependant rester conjoncturelle, tant les facteurs structurels de l'émigration sont prégnants : les candidats à l'émigration, légale ou illégale, sont très nombreux. On estime à 30% la part

des jeunes qui envisagent de quitter le pays en raison de la dégradation de la situation économique, soit un stock de 50 millions de migrants potentiels, dans un pays où les jeunes représentent 64% de la population et où la dégradation de la situation économique offre encore moins de perspectives en termes d'emplois et d'opportunités. Enfin, on constate une réorientation récente des flux vers d'autres marchés (Europe - Italie, Pologne, Roumanie ; Japon, Corée du Sud) en raison de la fermeture progressive des marchés saoudien et émirien, le Pakistan cherchant de nouveaux débouchés pour sa main-d'œuvre, qui nécessitent toutefois une montée en compétence pour répondre aux attentes du marché du travail dans ces pays^{viii}.

Les transferts de travailleurs pakistanais enregistrent une progression régulière, mais une diversification de leur origine

Leur recensement est réalisé par la Banque centrale qui les définit comme « *les transferts courants pour l'entretien de la famille réalisés par les migrants employés et résidant à l'étranger* ». Un résident à l'étranger est défini comme une personne qui séjourne pendant un an ou plus dans un pays, à l'exception des étudiants, des personnes qui reçoivent un traitement médical, du personnel militaire, des diplomates en poste dans les ambassades à l'étranger, du personnel des organisations internationales. Ces transferts transitent par les guichets accrédités des banques commerciales, les sociétés de change et les autorités postales^{ix}. La Banque centrale utilise par ailleurs la méthodologie du FMI (BPM6) pour la compilation des données de balance des paiements^x.

Les flux de transfert connaissent une progression régulière qui place le Pakistan parmi les principaux pays au monde récipiendaires de transferts de travailleurs expatriés^{xi}. Ils s'établissent à 31 Mds USD lors de l'exercice budgétaire 2021-22, soit 8,3% du PIB. Les transferts proviennent en grande majorité des pays du Golfe (Arabie saoudite et EAU) mais aussi du Royaume-Uni et des Etats-Unis, ce qui pour ces deux derniers pays correspond davantage aux envois des *overseas Pakistani*, qu'à ceux des *overseas workers*. Le faible niveau des coûts de transfert^{xii} et une politique incitative pour favoriser les canaux officiels n'ont toutefois pas permis de formaliser l'ensemble des transferts, dont une part importante est réalisée via les canaux hawali/hundi^{xiii}, qui représenteraient 60% du montant des transferts légaux^{xiv}.

Les flux ont enregistré une progression régulière depuis 2010, le recul des transferts constaté en 2017 (2,8 % en g.a) et 2018 (6,2% en g.a), le premier depuis 2004, étant principalement imputable à la baisse de 8,4 % en g.a. des flux en provenance d'Arabie saoudite (5 % pour l'ensemble des pays du Golfe). Sous l'effet de nationalisation des emplois dans les pays du Golfe et de la concurrence de la main d'œuvre bangladaise, accrue par la levée mi-2016 de l'interdiction par l'Arabie saoudite de recruter des employés bangladais, les transferts en provenance de l'Arabie saoudite ne représentent plus que 23,75 % des transferts totaux aujourd'hui, contre 30,1 % en 2014/15. Les transferts en provenance de l'ensemble des pays du Golfe ont suivi la même tendance, passant de 64,3% du total en 2014/15 à 53,01% aujourd'hui. Le redressement des transferts en 2017/18 et 2018/19 est essentiellement le fait des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la Malaisie, qui apparaît en 2017/18 pour la première fois de manière isolée dans les statistiques de la Banque centrale. Ce pays se classe désormais au 5^{ème} rang des pays à partir desquels les expatriés pakistanais émettent des transferts de fonds avec plus de 7% du total. Pendant la période de Covid, on constate tant une augmentation des transferts de la diaspora pakistanaise qu'une résilience des transferts de migrants, marquée notamment par une croissance des

flux entre 2019 et 2021, ce qui s'explique par l'introduction de mécanismes visant à faciliter les transferts sans frais et par des initiatives bancaires ayant encouragé les canaux formels^{xv}. La part des transferts pourrait toutefois être appelée à baisser : en 2022, les transferts de migrants transitant par les canaux officiels ont reculé de 13%, sous l'effet de la dépréciation de la roupie et du différentiel de taux de change entre le cours de marché et le cours officiel, maintenu par le gouvernement à un niveau de 5%^{xvi}. De manière plus structurelle, le ralentissement mondial de la demande de produits manufacturés dans les pays d'Asie du Sud Est (Malaisie, Thaïlande) et le ralentissement de la croissance des pays du Golfe devraient se traduire par la baisse des transferts vers le Pakistan que la Banque mondiale estime à 3,4%.^{xvii}

Les exportations de travailleurs s'inscrivent dans le cadre d'une politique migratoire volontariste du gouvernement pakistanais, mise en œuvre depuis le premier choc pétrolier

Cette stratégie devrait continuer de structurer la politique économique du pays et les relations avec les pays du Golfe^{xviii}. Elle permet aux autorités pakistanaises de lutter indirectement contre le chômage, tout en générant des revenus externes. Enfin, si le cadre juridique de l'expatriation de travailleurs pakistanais n'a pas été formalisé^{xix}, elle est encadrée par le ministère des Pakistanais de l'étranger et du développement des ressources humaines, des agences publiques (Bureau of Emigration & Overseas Employment) et privées chargées de faciliter les démarches des travailleurs, regroupées au sein de l'association des Pakistan Overseas Employment Promoters (OEP). Un écosystème s'est ainsi structuré autour de l'exportation de main d'œuvre pakistanaise : on dénombre ainsi 2069 OEP, une agence publique ainsi qu'un réseau d'intermédiaires qui maille le territoire. Le défi des autorités demeure la diversification géographique des destinations et la montée en compétence des migrants, à travers en particulier la formation des travailleurs^{xx}.

Les transferts de migrants jouent un rôle important sur le plan des équilibres externes, mais leur contribution au développement économique du pays reste difficile à apprécier

Sur le plan externe, les transferts participent à l'équilibre de la balance des paiements : le déficit commercial est globalement couvert par le montant des transferts. Ces capitaux (22,7 Mds USD entre juillet et avril 2023) représentent la seconde source d'entrée de devises étrangères derrière les exportations (23,2 Mds USD entre juillet et avril 2023) mais loin devant les flux d'IDE (1,2 Md USD entre juillet et avril 2023). Les transferts de fonds n'ont décliné qu'à deux reprises depuis le début des années 2000 – en 2004 et en 2017 – affichant une résistance solide aux épisodes de crises, contrairement aux exportations et aux flux d'IDE. Les transferts de travailleurs expatriés, essentiellement formels, permettent aussi de soutenir le taux de change de la roupie par rapport au dollar, les montants transférés étant convertis en roupies par la Banque centrale. Enfin, les transferts contribuent également à la croissance économique en soutenant la consommation privée, en particulier de manière contracyclique en période de crise économique. Pendant la crise du Covid, les transferts ont permis de soutenir l'économie, en lissant les dépenses des ménages, dans un contexte de hausse des prix de l'énergie et/ou d'insécurité alimentaire^{xxi}. D'après une étude de la Pakistan Investment of Development Economics (PIDE), 60 % des fonds seraient destinés à la consommation et 40 % à l'épargne. Toujours d'après le PIDE, 80 % de l'épargne issue des transferts serait placée dans des

investissements immobiliers, peu créateurs de valeur ajoutée et d'emplois. D'après Arif (2009), 25% des fonds serait alloués à la consommation (nourriture, santé, éducation), 30% au remboursement d'emprunt, 17% pour les dépenses liées aux mariages, le reliquat étant affecté à des investissements en immobilier et à l'épargne de précaution. Une étude récente de la Banque centrale tente de mesurer l'impact des transferts sur la croissance de long terme, en s'appuyant notamment sur divers travaux économétriques qui indiquent qu'une augmentation de 1 point des transferts (en % de PIB) entraînerait une augmentation de la croissance du PIB dans une fourchette comprise entre 0,08 et 0,45 points de pourcentage du PIB. Les travaux de la SBP en concluent à une incidence positive de l'augmentation de 1 point de pourcentage des transferts de migrants sur le revenu par tête, qui croîtrait de 0,15%. Les effets seraient plus importants sur la consommation que sur l'investissement.

En matière de facilitation des transferts, le gouvernement a accéléré la bancarisation des flux

Le Pakistan a lancé deux programmes en décembre 2017 afin d'encourager les transferts réalisés par le canal bancaire. La Banque centrale, en collaboration avec la « *Pakistan Remittance Initiative* », a lancé l'*Asian Remittance Account*. Ce compte peut être ouvert dans n'importe quelle banque par une procédure simplifiée. Cette initiative vise à encourager les transferts à travers un environnement bancaire sécurisé au lieu de transactions en numéraire aux comptoirs traditionnels. Dans le même temps, le gouvernement, en partenariat avec la Banque centrale et les acteurs financiers, a lancé un programme afin d'encourager le recours aux portefeuilles électroniques (M-wallet), qui permettra aux utilisateurs de retirer du numéraire aux DAB ou aux guichets, de payer les factures d'eau et d'électricité grâce à leur téléphone portable. Outre la promotion d'une plus grande inclusion bancaire, le programme cherche également à réduire le coût des transferts des expatriés. L'Organisation Internationale pour les Migrations constate par ailleurs une évolution affectant certains couloirs de transferts (tels que ceux qui relient les États-Unis et le Royaume-Uni au Pakistan), lesquels passeraient de canaux informels, par exemple, le transport d'espèces lors de voyages de retour, à des voies formelles en ayant recours aux services de sociétés de transfert de fonds ou de banques, un exemple du rôle de catalyseur que la COVID-19 a joué dans la dématérialisation des transactions. Enfin, la Banque centrale a adopté une politique « zéro restriction » sur les transferts entrants, avec une politique d'exemption fiscale à certaines conditions afin de réduire les coûts de transfert et d'augmenter le volume transitant par les canaux formels.

Commentaires :

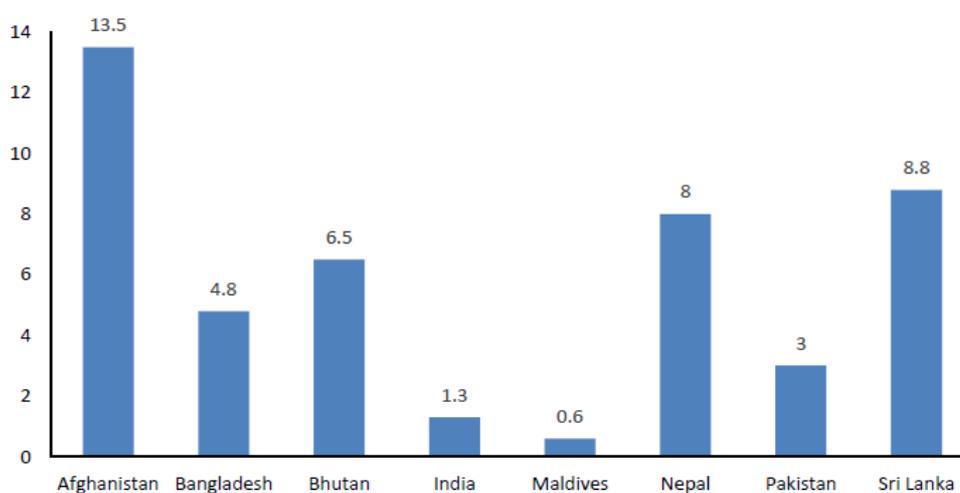
Si les transferts de migrants permettent de lisser dans le temps les variations conjoncturelles, en jouant un rôle contracyclique, l'incidence qu'ils jouent à long terme sur l'économie paraît faible, comme le montre l'étude de la Banque centrale publiée en 2021. En effet, les transferts de migrants exercent davantage un effet sur la consommation que sur l'investissement et l'incidence sur le PIB par tête, pour positive qu'elle soit, reste faible, de l'ordre de 0,15%. Dans le cadre de la gestion de la crise économique et financière que traverse le pays, il convient toutefois de ne pas minorer leur rôle, dans la mesure où ils sont l'une des principales sources de devises du Pakistan.

Annexes

Annexe 1 : pourcentage de population migrante en Asie du Sud

Figure A.22 Stock of International Emigrants Varies across South Asian Countries

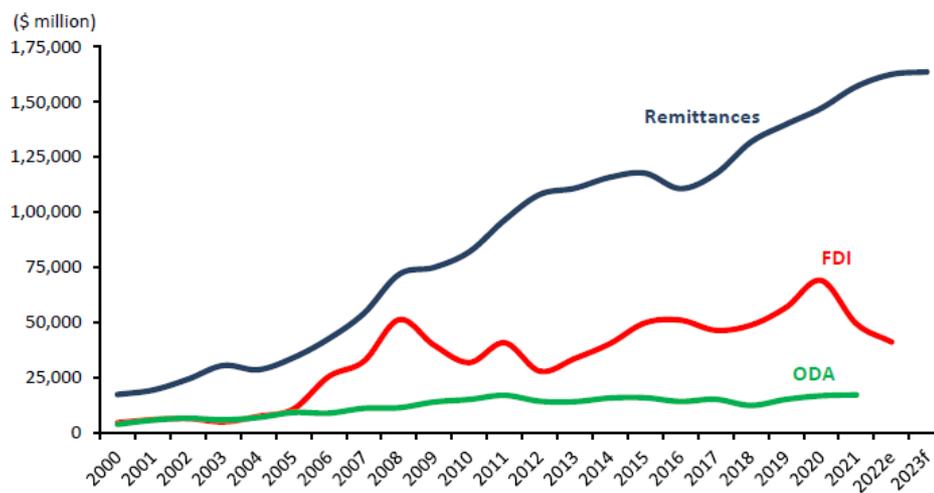
International emigration stock as a % of population



Source : Banque mondiale

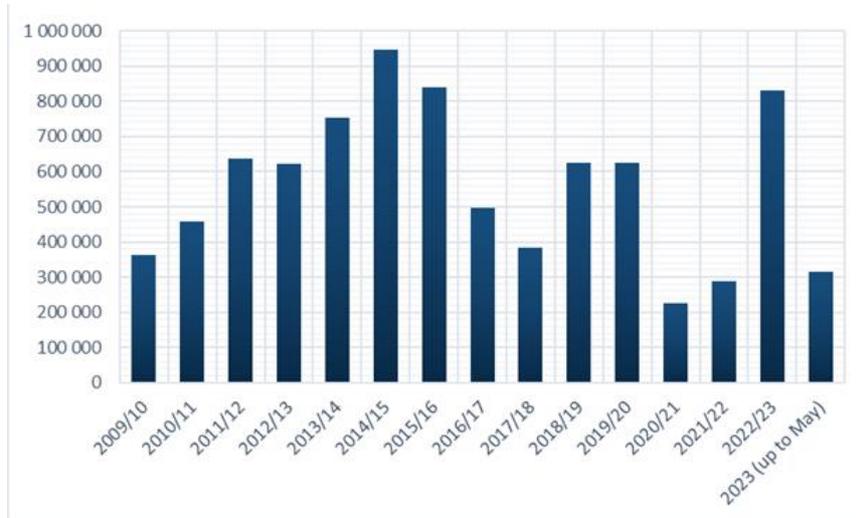
Annexe 2 : Source de capitaux extérieurs au Pakistan (en million d'EUR)

Figure A.19 Resource Flows to South Asia, 2000–2023f

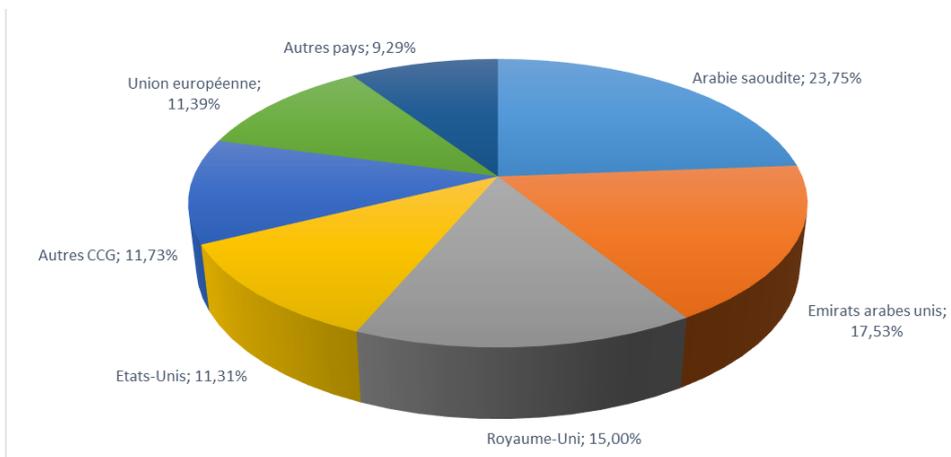


Source : Banque mondiale

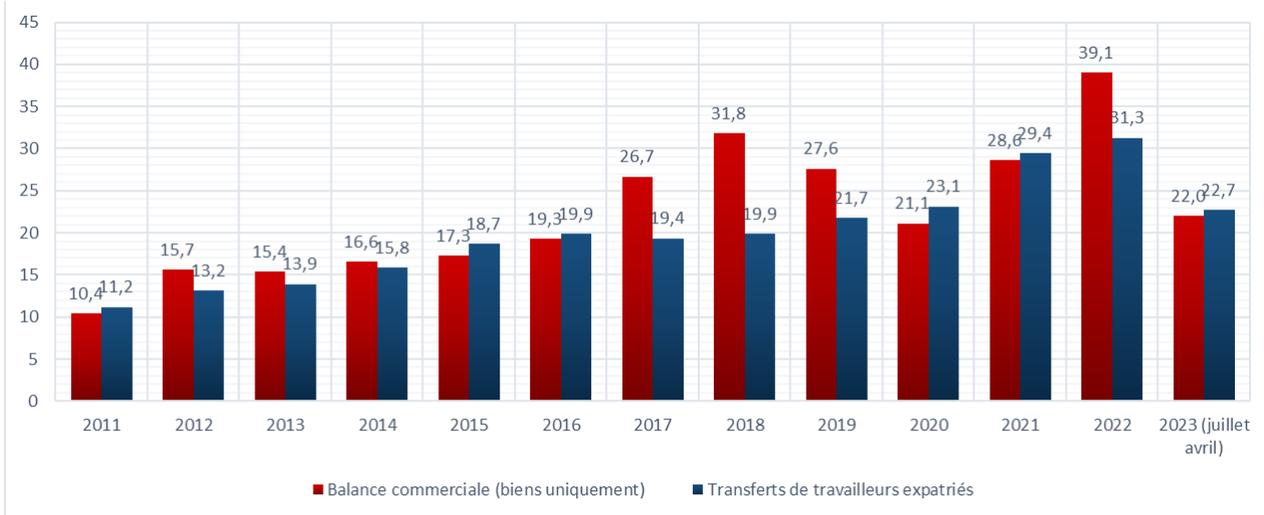
Annexe 3 : Flux sortant de travailleurs pakistanais



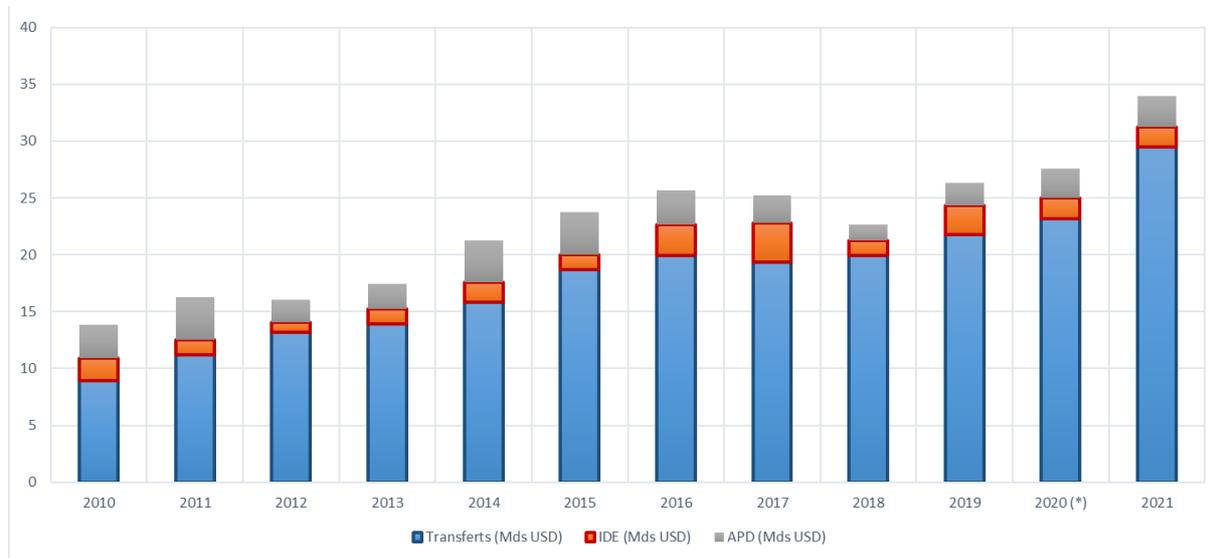
Annexe 4 : Ventilation géographique des flux entrants de transferts de travailleurs expatriés, juillet-avril 2023



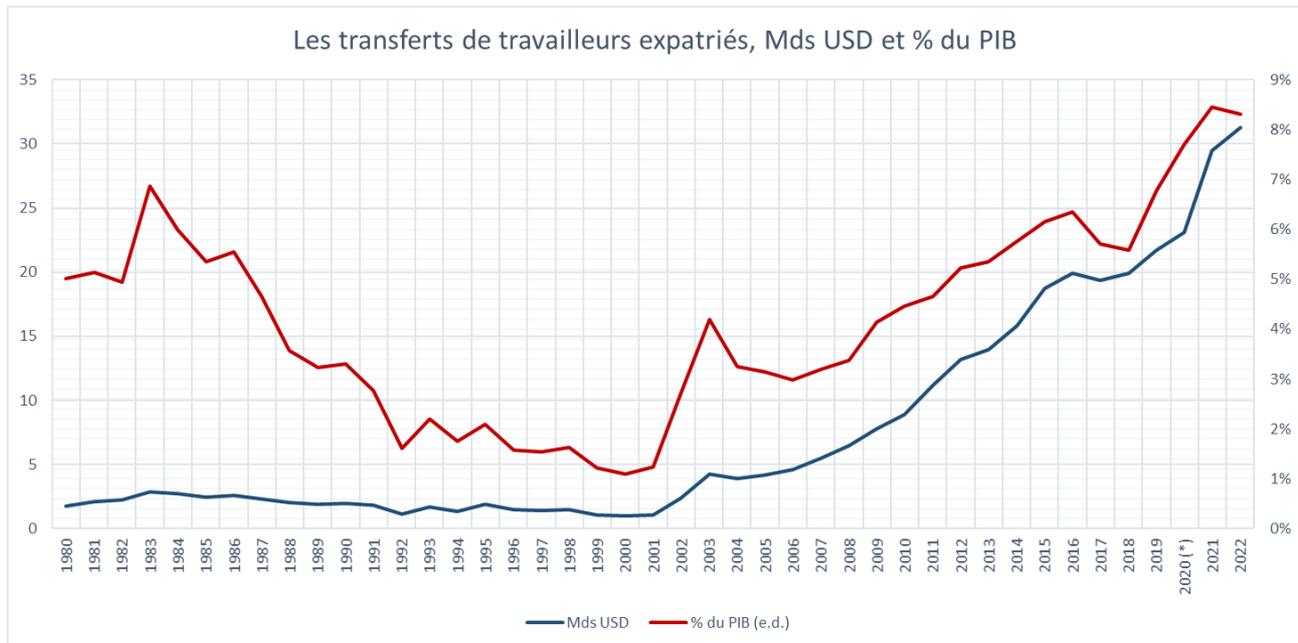
Annexe 5 : Evolution comparée des transferts de travailleurs expatriés et déficit commercial



Annexe 6 : Les transferts de travailleurs expatriés, APD et IDE (en Mds USD)



Annexe 7 : Les transferts de travailleurs expatriés en Mds USD et en Points de PIB



NOTES EXPLICATIVES

i Le Pakistan est le 7^{ème} pays d'origine des migrants internationaux en 2020, l'Inde arrivant en premier, et derrière le Mexique, la Russie, la Chine, la Syrie et le Bangladesh. Etat de la migration dans le monde 2022 - OIM

ii [Bureau of Emigration & Overseas Employment - Government of Pakistan \(beoe.gov.pk\)](https://beoe.gov.pk)

iv Selon les données Frontex, on enregistrait 10015 cas de franchissement illégal de frontière en 2017, contre 2603 en 2020 ; profil : hommes entre 16 et 28 ans, en majorité originaires du centre du Pendjab

v On note une infime augmentation entre 2019 et 2020, en valeur relative la part des femmes inscrites pour l'*overseas employment* est passée de 0,65% à 0,8% du total, en raison d'une baisse de la demande pour la catégorie d'emploi la plus demandée pour les hommes, très concentrés dans le secteur de la construction. Parmi les femmes enregistrées pour l'*overseas employment*, 26,5% travaillent dans le secteur médical (médecin, infirmière, aide-soignante), 15,8% comme employées de maison, 9% comme managers. Il n'existe aucune politique incitative pour l'expatriation des femmes au Pakistan. En comparaison, la part des femmes qui s'expatrient est plus forte au Bangladesh ou au Sri Lanka qu'au Pakistan ou en Inde.

vi Entre 2019 et 2021, 40 % et 30 % du nombre total de travailleurs pakistanais inscrits pour un emploi à l'étranger travaillaient respectivement comme ouvriers et chauffeurs (BEOE, 2022b). - entre 1971 et 2020, 42,3% unskilled, 51% semi skilled/skilled, highly qualified représentent seulement 5,7% (rapport BOE 2020)

vii Une étude empirique d'ILO sur les causes de l'émigration pakistanaise montre, sur un panel interrogé, que la majorité des Pakistanais quittent leur pays pour chercher de meilleures conditions de vie et un meilleur salaire.

viii Le service économique a récemment été approché par une OEP dépendant de la fondation Fauji (armée) qui souhaitait développer ses activités en France et y placer de la main d'œuvre pakistanaise.

ix Glossaire de la banque centrale https://www.sbp.org.pk/reports/stat_reviews/Bulletin/2023/Apr/Glossary.pdf

x <https://www.sbp.org.pk/publications/bop/BOPFY22/Introduction.pdf>

xi 7^{ème} en 2015 et 6^{ème} en 2020, derrière l'Inde, la Chine, le Mexique, les Philippines, l'Égypte), 8^{ème} en termes de part du PIB. OIM, Etat de la migration dans le monde 2022.

xii En moyenne les coûts de transfert vers le Pakistan restent inférieurs à la moyenne mondiale. Pour mémoire, il s'agit d'un des objectifs du développement durable (SDG 10.C.1 : baisser le coût des transferts à 3% pour l'envoi de 200 USD d'ici 2030). D'après le Remittance Prices Worldwide Report (World Bank 2021b) le coût moyen constaté pour un transfert d'Arabie saoudite vers le Pakistan au Q4 2022 est de 4,18% pour 200 USD et 2,58% pour 500 USD, contre une moyenne mondiale de 6,4%.

^{xiii} Un hawala/hundi permet de transférer rapidement des fonds sur une longue distance sans passer par le système bancaire traditionnel. Si une personne A résidant dans un pays donné souhaite transférer des fonds vers une personne B habitant dans un autre pays, alors A va se rapprocher dans son pays d'un agent de change X et lui transmettre la somme qu'elle souhaite faire parvenir à B. X va alors contacter l'agent de change Y, situé dans le pays de résidence de B, et lui demander de transmettre la somme à B. En contrepartie, X s'engage à rembourser Y. Il n'y a donc pas directement de transfert de fonds entre A et B, ni de trace écrite, ce système reposant sur la confiance entre X et Y.

^{xiv} Working papers PIDE Remittances for growth: initiatives for remitters and remittances

^{xv} IOM, Snapshot: Remittance inflows to Pakistan during Covid 19

^{xvi} World Bank migration_and_development_brief_37_nov_2022

^{xvii} World Bank migration_and_development_brief_37_nov_2022

^{xviii} D'un entretien du service économique avec Nadeem Javaid, économiste en chef du ministère du plan, le gouvernement travaille à un plan de relance qui intégrera une coopération renforcée avec les pays du Golfe et notamment une augmentation des flux de travailleurs pakistanais vers ces pays.

^{xix} La régulation en matière de travailleurs expatriés relève toujours du *Emigration Ordinance* de 1979, une *National Emigration and Welfare Policy for overseas Pakistanis* est en cours d'élaboration depuis plusieurs années mais toujours pas adoptée

^{xx} On notera que depuis la réforme constitutionnelle de 2010 (18^{ème} amendement), la gestion des questions migratoires relève du niveau fédéral, mais celle de la formation relève des provinces.

^{xxi} **Ahmed, J.** 2021 Impact of COVID-19: Focusing on Remittance Flows to Pakistan. Opinion paper. Korea Institute for International Economic Policy. February



G Sri Lanka

Avec une population de travailleurs à l'étranger évaluée à plus de 1,2 M avant la crise sanitaire et des migrations de travail qui ont débuté dès les années 1970, Sri Lanka est un important bénéficiaire des transferts de devises liés, qui ont crû continûment avant de se stabiliser autour de 8 à 9% du PIB ces dernières années, devenant la principale source de capitaux externes pour l'île, devant les exportations de produits textiles. Importants pour le financement du déficit courant, ces flux font l'objet d'un fort soutien des autorités, visant notamment à modifier le profil des migrants pour accroître les transferts individuels, et portent en partie le développement du système financier local. Ils bénéficiaient à un foyer sur quatorze avant crise, et joueraient un rôle important pour limiter les niveaux de pauvreté. La récente crise économique, marquée à la fois par une chute drastique des transferts et des migrations économiques records, a souligné le rôle crucial des transferts pour le pays, poussé au développement d'outils incitatifs mais aussi démontré la vulnérabilité de Sri Lanka à leurs variations. Le pays bénéficie de marges de manœuvre pour mieux comptabiliser et organiser les transferts et doit envisager une réduction de sa dépendance vis-à-vis de ceux-ci à plus long terme.

État des lieux et facteurs déterminants des transferts de migrants

Dynamique migratoire et transferts

Les migrations à Sri Lanka ont débuté à la fin des années 1970, avec l'ouverture du marché et l'assouplissement des restrictions aux départs en vue de travailler à l'étranger. Depuis, les flux ont crû continûment, et se situent au cours de la dernière décennie au-delà de 200 000 départs par année (près de 3% de la population active du pays), en premier lieu vers les pays du Golfe (Arabie saoudite, Qatar, UAE, Koweït), qui comptent pour plus de 50% des transferts, l'UE (20%), l'Asie de l'Est (10%) et l'Asie du Sud-Est (6%), ainsi que l'Europe hors UE (4%). Avant la crise sanitaire, plus de 1,2 M de Sri Lankais travaillaient ainsi à l'étranger.

Le passeport sri lankais figure dans le bas du classement Henley des passeports (99^{ème} place sur 105), avec une liberté de mouvement sans visa limitée à 41 pays. Les destinations potentielles des migrations de travail s'en trouvent ainsi limitées, ce qui peut en partie expliquer leur concentration sur les pays du Golfe.

Les migrations de travail sont essentiellement devenues le fait des hommes (plus de 60% des départs), après avoir été dominées par les femmes. Le profil de compétences des migrants est généralement limitéⁱ.

Les statistiques officielles retiennent les migrants inscrits auprès du Sri Lanka Bureau of Foreign Employment (SLBFE), procédure théoriquement impérative avant leur départ, et les transferts sont encadrés par le Foreign Exchange Act de 2017 qui définit les Authorized Dealers (banques commerciales agréées et banques spécialisées), Restricted Dealers (dont les bureaux de change) et autres agents disposant d'une autorisation spécifique les habilitant à traiter les transferts.

ⁱ Les catégories retenues par le SLBFE ne sont pas alignées sur les standards internationaux, mais les « professionnels » et « qualifiés », quoiqu'en hausse, ne représentent pas plus de 35% des départs, dominés par les employés de maison et les migrants peu qualifiés.

Les transferts de migrants à Sri Lanka sont essentiellement constitués de flux entrants. D'après une étude de l'OIT reposant sur des données de 2019, le coût de transfert moyen vers le Sri Lanka est de 5,9% des fondsⁱⁱ, 5,4% dans le système bancaire, 3,7% pour les organisations de transferts de fonds (MTO), 2,9% pour les paiements mobiles, avec néanmoins de fortes variations entre pays, canaux de transferts, et selon les montants. Le coût moyen des transferts de fonds au Sri Lanka serait proche des estimations existantes à l'époque pour l'Asie du Sud (5,2 %) et inférieur à l'estimation mondiale (7 %). De même, les estimations de cette étude pour les canaux bancaires, MTO et les paiements mobiles sont inférieures aux estimations mondiales correspondantes de 10,5%, 6% et 3,3%, respectivement. Dans le cadre des objectifs de développement durable, Sri Lanka s'est par ailleurs engagé à réduire d'ici 2030 les coûts de transferts en-dessous de 3% et à éliminer les canaux où ceux-ci dépassent 5% des montants transférés.

Evolution des flux

Sur le long terme, les transferts de devises ont fortement progressé et suivi notamment le contexte intérieur du pays (guerre civile) et les vagues de migrations en résultant. Sur les dernières années avant la crise sanitaire, les flux entrants se sont relativement stabilisés, à la mesure des migrations de travail elles-mêmes, et atteignent en moyenne 7 Mds USD, avec un record à 7,2 Mds USD en 2016. Ils constituent ainsi la première source d'entrées de devises pour le pays, et près de 8-9% du PIB en moyenne, devant les exportations de produits textiles, et très loin devant les autres sources de capitaux (IDE et investissements de portefeuille, aide internationale).

Le principal canal officiel est le système bancaire, en particulier via les deux banques publiques, qui dépasse significativement les MTO. Plusieurs facteurs sous-jacents sont à l'origine des variations de flux : le volume des migrations, en lien avec les incertitudes géopolitiques ou la situation économique dans les pays destinataires (corrélée notamment au cours du pétrole dans les pays du Golfe), la modification de la composition des migrants (masculinisation, hausse des compétences) et son impact sur le niveau des transferts individuels. Durant la période récente, les transferts officiels se sont réduits, d'abord pendant la crise sanitaire (5,8 Mds USD en 2021) qui a interrompu les migrations et affecté les revenus des migrants dans les pays de destination, avant leur effondrement dès le deuxième semestre 2021, à la suite de la fixation d'un taux de change artificiel USD/LKR et de la crise économique qui s'est ensuivie. Après une année 2022 (3,8 Mds USD de transferts) marquée par une émigration record, au-delà des 300 000 départs, les transferts reprennent quelque peu début 2023 avec la restauration d'une relative stabilité macroéconomique, l'ajustement du taux de change dans le cadre d'un régime de change flottant et l'appréciation récente de la roupie, sans renouer encore avec les niveaux d'avant-crise.

ⁱⁱ Ce coût est estimé à 4,5% en 2020 par la Banque mondiale, en baisse tendancielle. Voir : [Average transaction cost of sending remittances to a specific country \(%\) - Sri Lanka | Data \(worldbank.org\)](https://data.worldbank.org/SDG/SH.UY.CD)

Politiques nationales relatives aux migrations de travail

L'orientation générale des autorités sri lankaises vise la promotion des migrations de travail à l'étranger afin d'entretenir et d'accroître les transferts. Ces politiques sont largement mises en œuvre par le Sri Lanka Bureau of Foreign Employment (SLBFE), établi en 1985, qui décline de nombreuses initiatives d'accompagnement au départ (enregistrement des migrants, formation professionnelle, approbation des départs, diffusion d'offres d'emplois, notamment dans le cadre de partenariats bilatéraux avec les pays récepteurs, etc.) et de suivi des migrants dans les pays de destination (antennes dans les représentations diplomatiques, dépôts de plaintes et rapatriements, etc.). Les agences de recrutement à destination des travailleurs désirant partir à l'étranger doivent notamment obtenir une licence auprès du SLBFE, et le gouvernement dispose de sa propre agence, la Sri Lanka Foreign Employment Agency. Le SLBFE a par ailleurs introduit en 2022 avec le Sri Lanka Social Security Board un système d'assurance retraite à destination des travailleurs migrants, le Manusavi Pension Schemeⁱⁱⁱ.

Dès 2008, les autorités se sont par ailleurs dotées d'une National Labour Migration Policy (NLMP), élaborée avec l'assistance de l'OIT, dont un volet concerne le lien entre les migrations de travail et le développement économique de Sri Lanka. La NLMP vise notamment à changer le profil des migrants, en décourageant les migrations des femmes travailleuses domestiques^{iv} et en réorientant les migrations vers des profils bénéficiant d'un degré de formation supérieur, y compris via la formation professionnelle et l'octroi de certifications qualifiantes, afin d'accroître les transferts de devises. Ces initiatives sont appuyées par une prise en compte de l'impact socio-économique des migrations (vulnérabilité des migrants et de leurs familles). La crise économique récente et l'impact de l'émigration massive de travailleurs notamment sur le système de santé, conduisent néanmoins à répandre l'idée d'une fuite des cerveaux et des qualifications et l'inquiétude relative au potentiel de croissance de Sri Lanka à moyen terme. Les rapports peuvent aussi être ambigus à l'égard des profils les plus qualifiés, dont les liens avec le pays d'origine peuvent être perçus comme plus distendus^v.

Le rôle des transferts de migrants dans le financement interne et externe de l'économie

Dépendance du pays aux envois de fonds pour le financement de l'économie

Face à un déficit commercial important et à la faiblesse des autres sources de capitaux, Sri Lanka est fortement dépendant des transferts des migrants, dont les flux sont jugés moins sensibles à la conjoncture. L'impératif de financement du déficit courant justifie ainsi en grande partie la politique de promotion de l'émigration du travail menée par les autorités. Cette émigration permet aussi de soulager la pression sur le marché de l'emploi local.

ⁱⁱⁱ Voir [Manusavi – Foreign Employment Pension Support](#)

^{iv} Les mesures prises incluent un âge minimum pour le départ, la hausse du salaire minimum, l'interdiction pour les agences de recrutement de facturer des frais de service, ou encore la soumission d'un Family Background Report restreignant les départs de femmes ayant des enfants en bas âge. Ces mesures ont été quelque peu assouplies dans le contexte récent de crise économique (âge minimum pour le départ diminué de 25 à 21 ans, départ autorisé pour les femmes ayant des enfants de plus de deux ans, contre cinq auparavant).

^v Economy Next, [Sri Lanka workers in Middle East sending money, while more educated do not: Minister](#)

Certaines études ont cherché à déterminer l'usage fait des transferts par les ménages bénéficiaires. Un ménage sri lankais sur quatorze serait récepteur de transferts, qui permettraient avant tout de financer des dépenses quotidiennes, le remboursement des emprunts, des dépenses non-alimentaires essentielles (santé, éducation), des biens de consommation durables. Marginalement, les transferts servent à investir dans le logement, les terres agricoles, ou encore l'achat de rickshaws mais rarement dans les petites entreprises. L'ensemble contribuerait à une réduction significative de la pauvreté pour les ménages bénéficiaires, mais aussi à l'établissement d'une dépendance aux transferts.

Les statistiques officielles documentent peu la destination des transferts. Leur contribution à l'investissement est ainsi difficilement susceptible de faire l'objet d'estimations fiables, et l'absence de mécanismes incitatifs dans ce domaine a déjà été signalée, par exemple dans le cadre d'un rapport d'assistance technique de la BASD datant de 2016 recommandant la création de « Diaspora Bonds » dédiés ou de mécanismes de titrisation portant sur les transferts futurs^{vi}.

Rôle des transferts de migrants dans le système financier du pays

Les migrants en partance bénéficient d'informations relatives au système financier et doivent ouvrir un *Non-Resident Foreign Currency Account* avant leur départ. Plusieurs banques bénéficient ainsi de succursales au sein des locaux et antennes du SLBFE. Cette démarche contribue à la prédominance du système bancaire dans les transferts officiels. Les banques commerciales ont développé des *Personal Foreign Currency Accounts* et *Business Foreign Currency Accounts* à destination des migrants, rémunérant les dépôts en devises dans la même monnaie, ainsi que tout un réseau d'agents et canaux de transferts dans les pays de destination des migrants, référencés par la Banque centrale^{vii}. Les institutions financières ont développé diverses solutions et incitations dédiées aux travailleurs migrants pour qu'ils accèdent aux canaux formels et épargnent du numéraire - y compris l'octroi de prêts au logement et en soutien à l'emploi indépendant à faible taux d'intérêt, de cartes de crédit, découverts autorisés, etc.

Au sein de Sri Lanka, les transferts ont soutenu le développement d'un réseau d'institutions de microfinance (au premier rang desquelles les réseaux *Sarvodaya Economic Enterprise Development Services – SEEDS – et Sarvodaya Development Finance*) jouant pour les banques le rôle d'agents de distribution, y compris en porte-à-porte, dans les endroits reculés du pays.

Quelques initiatives de développement des paiements mobiles ont été par ailleurs menées par le secteur privé (Dialog eZ Cash, Mobitel M Cash) ; quoique les frais associés soient moins élevés que ceux des banques et MTO et malgré un nombre d'utilisateurs important, ces initiatives sont notamment limitées par les plafonds imposés sur le volume des transferts. La Banque centrale a par ailleurs lancé courant 2022 l'application *Lanka Remit*, visant à fournir une solution simple et intégrée pour les transferts alors que ceux-ci reculaient fortement – cette plateforme semblant encore faiblement opérationnelle.

^{vi} Banque asiatique de développement (2016), [Regional: Promoting Remittance for Development Finance](#)

^{vii} Voir [Remitting Agents \(RAs\) and Other Remitting Channels \(ORCs\) directly Tied-up with Licensed Banks \(LBs\) in Sri Lanka | Central Bank of Sri Lanka \(cbsl.gov.lk\)](#)

Globalement, même si les migrants affichent un niveau de confiance élevé envers le système bancaire et un recours important à celui-ci, ce dernier pêche par l'importance des coûts associés, alors que les MTO réduisent notamment ces coûts par la collecte des transferts auprès de nombreux migrants et leur envoi « en gros », ou par une couverture limitée du pays source ou de Sri Lanka^{viii}. Un défaut d'éducation financière peut aussi conduire de nombreux migrants à recourir aux canaux informels, s'il ne s'agit pas de la volonté de contourner les réseaux officiels.

Facteurs freinant l'envoi des transferts de fonds

L'existence de canaux non-officiels et illégaux est avérée à Sri Lanka, au premier rang desquels les systèmes Hawala/Hundiya, ainsi que les agences de transfert informelles et services de coursiers, mais aussi le transport de numéraire par des proches des migrants ou les migrants eux-mêmes. Fournir une estimation de leur part dans les transferts est difficile ; les différents acteurs et études sur le sujet les chiffrent à hauteur de 5% à 45% des transferts d'avant-crise. Ces transferts, notamment motivés par un taux de change plus favorable, un coût de transaction moindre, ou une volonté d'évasion fiscale, peuvent alimenter des détournements et blanchiment d'argent et autres activités illégales. Une unité dédiée au sein de la Banque centrale, la *Financial Intelligence Unit*, est chargée de contrôler ces usages potentiels.

Le sujet des transferts non-officiels est devenu prégnant en raison de la crise économique qui frappe Sri Lanka, dans la mesure où ces flux bénéficient d'un taux de change devenu significativement plus avantageux que celui proposé par les plateformes officielles. Depuis décembre 2021, la Banque centrale a mis en place de nombreuses mesures, a priori peu efficaces, visant à inciter le recours aux canaux officiels, y compris un taux de change amélioré (supplément de 10 LKR par dollar transféré), le remboursement des coûts de transaction (jusqu'à 1000 LKR au-delà de 20 000 LKR transférés), la hausse des achats permis pour les migrants en duty free, des licences d'importation de véhicules électriques, des *Special Deposit Accounts* offrant des taux d'intérêt bonifiés. Le rétablissement d'un taux de change crédible et l'appréciation de la roupie semblent les facteurs les plus déterminants de la reprise récente des transferts.

Commentaires :

La forte dépendance de Sri Lanka envers les transferts de devises a été mise en exergue par la crise économique récente ; leur maintien est essentiel pour la population locale et le financement du déficit courant du pays, quoique ceux-ci soient traditionnellement insuffisants pour satisfaire ce dernier objectif. La concentration des migrants dans un nombre limité de pays, leur faible rémunération, notamment en raison de leur médiocre niveau de qualification, les problématiques de protection notamment afférentes aux employées domestiques, font partie des défis auxquels fait encore face Sri Lanka. Le modèle économique sous-tendu par les transferts des migrants et l'activité promotionnelle

^{viii} Pour une analyse plus détaillée des forces et faiblesses de chaque canal de transfert, voir OIT (2016), [A comprehensive analysis of remittances: Sri Lanka](#), pp. 45-47

des autorités sont ainsi un facteur de dépendance pour le pays ainsi qu'une reconnaissance des insuffisances du marché du travail local. La crise économique, qui débouche sur des niveaux de migration records en 2022, renforce en outre les inquiétudes relatives au potentiel de croissance du pays et à une potentielle fuite des cerveaux sans retour. Le pays dispose par ailleurs encore de marges de manœuvre pour améliorer les statistiques relatives aux transferts officiels^{ix}, ainsi que les conditions de réalisation de ces transferts, en lien avec ses propres objectifs notamment relatifs à la diminution des coûts associés^x : amélioration de l'éducation financière des migrants, meilleure interaction entre les banques et les MTO, généralisation des FinTech et paiements mobiles, etc. A plus long terme, et dans la perspective parfois évoquée par le Président Ranil Wickremesinghe, les transferts appellent à une transition de l'économie sri lankaise afin d'en réduire la dépendance vis-à-vis du reste du monde, qui passe notamment par le développement des investissements, de la productivité et des exportations, afin que le pays soit à même d'offrir des opportunités à la population active.

^{ix} La CBSL vient de lancer avec les banques, en juin 2022, la phase 1 d'un International Transactions Reporting System censé améliorer les données disponibles en matière de comptes extérieurs.

^x Le rapport annuel 2022 de la Banque centrale reconnaît l'ensemble de ces problèmes en ces termes : "Promotion of workers' remittance requires active stakeholder engagement to promote foreign employment, diversifying the foreign employment market and upskilling of migrant employees to secure more foreign employment opportunities with higher earning potential and incentivising official flows of remittances facilitated by low cost, real time, and convenient cross border fund flows. Although Sri Lanka has benefitted from workers' remittances sourced from the Middle Eastern region in the past, it is timely to promote alternative destinations offering employment for a wide range of job categories with high wage potential, especially in advanced economies, such as South Korea, Singapore, Japan, and European countries, thereby increasing the quantum of workers' remittances while reducing geopolitically driven vulnerabilities of remittance receipts. In the meantime, the large-scale migration of white collar employees from Sri Lanka on a permanent basis, which will have a negative effect on workers remittances as well as long term economic repercussions due to brain drain, would have to be addressed urgently".

G Népal

L'économie népalaise dépend fortement des revenus transférés par sa population établie à l'étranger, qui représentent près de 21 % du PIB en 2021/22 – l'un des ratios les plus élevés au monde. Ces envois de fonds stimulent la consommation des ménages, et jouent un rôle de stabilisateur socio-économique important, dans un pays où le taux de chômage formel atteint plus de 11 % (2022). En revanche, leur impact sur l'investissement productif est quasi-nul, ce qui limite leur contribution au développement de l'économie locale. Cette faiblesse constitue l'une des pierres d'achoppement de la stratégie du gouvernement népalais visant à pérenniser ces flux de migrants - en protégeant davantage les travailleurs népalais à l'étranger et en diversifiant les pays de destination - plutôt que d'investir davantage dans le potentiel de croissance de l'économie.

La migration, une composante essentielle de l'économie...

Une diaspora présente dans le monde entier

Près de 500 000 Népalaisⁱ quittent leur pays chaque année en quête de meilleures opportunités professionnelles à l'étrangerⁱⁱ (cf. annexe 1). Mais le nombre de candidats à l'émigration est en réalité deux fois supérieur. Les migrants sont en grande majorité des hommesⁱⁱⁱ et pour 60 % d'entre eux, des travailleurs faiblement qualifiés^{iv}.

D'après les données du dernier recensement (2022), 2,2 millions de Népalais vivent à l'étranger (soit 7,6 % de la population) - un ratio stable sur la décennie écoulée - mais ce chiffre est largement sous-évalué. En effet, les statistiques officielles ne comptabilisent pas les migrants informels, qui émigrent sans permis de travail, ainsi que les migrants népalais vivant en Inde, alors même que le couloir de migration vers l'Inde constitue le plus important flux pour le pays^v. En effet, selon la loi sur l'emploi des étrangers datant de 2007, travailler en Inde n'est pas reconnu comme un emploi à l'étranger, la frontière entre les deux pays étant ouverte depuis 1950^{vi}. On estime que plus d'un million de Népalais travaillent en Inde, chiffre qui ne tient pas compte des migrants saisonniers.

ⁱ En moyenne sur la décennie écoulée, 484 905 permis de travail pour l'étranger par an ont été délivrés par les autorités népalaises. Ce chiffre comprend à la fois les nouveaux permis et les renouvellements.

ⁱⁱ Selon UKAID, les motivations principales pour les migrants sont la perspective d'un meilleur salaire (46%), les pressions sociales dans le foyer (21%) et les pressions des amis et de la famille pour partir à l'étranger (23%).

ⁱⁱⁱ Les femmes représentent moins de 6 % du nombre total des permis de travail délivrés entre 2008/09 et 2021/22. Cette proportion est probablement sous-évaluée, les femmes étant davantage sujettes aux migrations informelles (notamment le travail domestique dans les pays du Golfe). Plusieurs sources rapportent une féminisation des flux mais cette tendance est encore difficilement perceptible dans les données disponibles.

^{iv} La part des travailleurs non-qualifiés a tendance à diminuer (64 % de l'ensemble de la population des travailleurs migrants en 2017/18 contre 54 % en 2021/22).

^v Les Népalais qui émigrent vers l'Inde sont issus de milieux socio-économiques pauvres ou sont des agriculteurs saisonniers (qui restent chez eux pendant les saisons de plantation et de récolte, et vont travailler en Inde à d'autres moments de l'année). L'Inde est souvent le choix par défaut des migrants népalais (faible coût de la migration, proximité géographique et culturelle, ouverture de la frontière, réseaux existants en Inde).

^{vi} En 1950 est signé entre l'Inde et le Népal le traité de paix et d'amitié indo-népalais qui, à ce jour, permet la libre circulation des ressortissants des deux pays et permet aux Népalais de migrer facilement vers l'Inde.

Une dépendance aux envois de fonds qui s'accroît depuis vingt ans

Quasi-nuls à la fin des années quatre-vingt-dix, les transferts de migrants ont augmenté de façon exponentielle (cf. annexe 3). Si le Népal connaît une longue tradition d'émigration, trois facteurs principaux ont contribué à l'essor des flux de travailleurs au début des années 2000 : (i) la libéralisation des politiques migratoires, qui a coïncidé avec (ii) la croissance et la pénurie de main d'œuvre des pays du Golfe et (iii) le conflit armé qui a opposé les rebelles maoïstes aux forces gouvernementales pendant dix ans (1996-2006).

Ainsi, si en part du PIB, les montants transférés par les migrants s'inscrivent en légère baisse tendancielle sur la décennie écoulée (cf. annexe 2) - en moyenne à 23,0 % du PIB, ils s'inscrivent à la hausse en valeur absolue, passant de 4,9 Mds USD en 2012/14 à 8,3 Mds USD en 2021/22, soit une hausse de 70 % en dix ans.

Des migrants concentrés dans quelques pays

Ces envois de fonds sont par ailleurs de plus en plus dépendants de quelques pays d'origine. L'Inde mise à part, les pays du Golfe (Bahrain, Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite et Emirats Arabes Unis) et la Malaisie concentrent ainsi 85 % des transferts (cf. annexe 4). Les 15 % restants sont répartis entre 110 pays. Des pays comme la Croatie, Chypre, les Maldives, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Turquie et le Royaume-Uni^{vii} sont également devenus d'importantes destinations d'emploi ces dernières années.

La plupart des migrants non qualifiés s'orientent vers les pays du Golfe (principalement sur des postes d'ouvriers pour les hommes et d'employées domestiques pour les femmes) et la Malaisie (principalement des postes en usines). Les salaires moyens restent bas (530 USD/mois pour les pays du Golfe, 290 USD/mois pour la Malaisie), proches des salaires locaux. Les emplois qualifiés s'orientent davantage vers les pays développés, comme l'illustre la migration népalaise vers la Corée du Sud qui s'effectue dans le cadre d'un programme de gouvernement à gouvernement appelé « Système de Permis de Travail (EPS)^{viii} ».

...et un facteur clé dans le paysage socio-économique du Népal

Les envois de fonds : un rôle de stabilisateur socio-économique essentiel

Les foyers népalais sont de plus en plus dépendants, au fil des années, de ces envois de fonds, et ce d'autant plus que le marché du travail népalais reste très contraint. Environ 500 000 Népalais rejoignent le marché du travail chaque année ; or le marché ne crée que 50 000 nouveaux emplois formels par an, écart que l'on retrouve dans la plupart des pays de la région, y compris l'Inde.

^{vii} S'agissant du Royaume-Uni, le nombre de permis de travail de travail pour les Népalais a doublé en 2021/22 par rapport à 2017/18 suite à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, qui a provoqué des pénuries de main-d'œuvre et a entraîné l'introduction de divers visas temporaires pour les travailleurs saisonniers.

^{viii} Chaque année, la Corée du Sud annonce un quota annuel d'emplois dans le cadre du programme EPS pour les travailleurs de quinze pays, dont le Népal, pour travailler dans l'agriculture et l'industrie. Pour le Népal, le quota varie entre 5 000 et 10 000 (contre dix fois plus de candidats, compte tenu des salaires attractifs).

On estime aujourd'hui que plus d'un foyer népalais sur deux reçoit des transferts de fonds. Ces flux contribuent ainsi fortement aux revenus des ménages, et en conséquence à l'amélioration du niveau de vie. Selon le FMI, les transferts de la diaspora ont contribué pour 27 % à la réduction de la pauvreté entre 1996 et 2011. Aussi, selon UKAID, si les flux financiers issus des migrants népalais venaient à se tarir, le taux de pauvreté doublerait, passant de 17,4 % aujourd'hui, à 35,3 %.

Plus conjoncturellement, ces flux jouent un rôle contra-cyclique et permettent d'absorber les chocs en cas de crise, comme observé lors du séisme de 2015 ou plus récemment avec l'épidémie de COVID 19. En effet, bien que le nombre de permis de travail ait été sensiblement réduit pendant la période COVID^{ix} en réponse à la suspension de l'octroi de permis par le Department of Foreign Employment (DoFE) entre mars et juin 2020, les envois de fonds sont restés stables, totalisant 7,5 Mds USD sur l'année 2019/20 contre 7,8 Mds USD l'année précédente (soit une légère baisse de 3,0 %). Cette résilience s'explique par plusieurs facteurs : (i) le recours à l'épargne des travailleurs expatriés - estimée à environ 30 % du salaire versé - pour compenser le manque à gagner (ii) un recours moindre aux canaux financiers informels dont l'usage a été contraint par les restrictions sur les déplacements, alors que les transferts numériques ont augmenté, (iii) la dépréciation de la monnaie népalaise sur la période et enfin (iv) la poursuite de flux migratoires illégaux, via des visas touristiques à défaut de pouvoir obtenir un permis.

Des flux indispensables au financement du déficit de la balance des paiements courants

Les transferts des migrants népalais permettent de financer aux deux tiers le déficit courant du pays. Cette dépendance continue de s'accroître, la part des transferts rapportée au déficit courant ayant atteint 70,6 % en 2020-2021 contre 60,6 % en 2016/17. En réalité, le phénomène est à double effet, puisque les transferts contribuent à creuser le déficit commercial, en stimulant la demande d'importation.

Des politiques pro-migratoires qui questionnent le modèle de développement népalais

Une nécessaire diversification des pays de destination des migrants népalais

En perspective, la diminution des politiques de grands travaux résultant de la dissipation de la manne pétrolière dans les principaux pays de destination, notamment Qatar, Arabie saoudite et Émirats arabes unis, conjuguée à la préférence pour une main-d'œuvre extrêmement qualifiée dans ces pays, devraient renforcer la diversification des pays d'accueil des migrants au profit de zones géographiques autres que les pays du Golfe (CCG). En effet, ces derniers mettent désormais en place des politiques favorisant l'emploi de leurs ressortissants (dans un contexte de pression démographique relativement forte) et visant à limiter la main d'œuvre étrangère faiblement qualifiée.

^{ix} Le nombre de permis de travail octroyés en 2020/21 a chuté à 166 689, avant de rebondir à 630 089 en 202/2022, un niveau quasi-équivalent à celui de 2016/17.

Dans ce contexte, les accords conclus avec Israël en 2020 et avec le Royaume-Uni en 2022 rendent compte de la priorité accordée par le gouvernement à la recherche de nouvelles destinations de travail pour les ressources humaines népalaises.

Un renforcement de la gouvernance du secteur

Considérant son rôle clé dans l'économie nationale, le secteur de la migration est régi par de nombreuses institutions dont le ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (MLESS), qui est chargé de définir la politique en matière de migration de la main d'œuvre. Le *Department of Foreign Employment* (DoFE) est chargé de la réglementation du secteur, le *Foreign Employment Board* (FEB) s'occupe du bien-être et de la réintégration des travailleurs migrants et de leurs familles, tandis que le *Foreign Employment Tribunal* (FET) est chargé de statuer sur les affaires liées à la migration de la main-d'œuvre^x. La loi de 2017 sur le fonctionnement de la gouvernance locale (*Local Governance Operation Act 2017*) a permis aux travailleurs migrants et à leurs familles d'accéder plus facilement à des services de proximité.

Les agences de recrutement privées (PRA) jouent également un rôle important : elles mettent en relation les aspirants travailleurs migrants et les employeurs à l'étranger, et les accompagnent dans l'ensemble du processus de migration (obtention des visas, des permis de travail, etc.). Plus de 95 % des Népalais choisissent de recourir à l'une de ces agences pour obtenir leur permis de travail, ce qui s'explique par la complexité du processus^{xi} alors que la plupart des migrants ont un niveau de formation très faible. En 2022, on comptait 860 PRA actives et enregistrées auprès du MLESS. Depuis 2019, le gouvernement encourage, par la voie réglementaire, la fusion des PRA, pour mieux réguler le secteur.

Vers un meilleur encadrement des flux de migration

Alors que le statut de travailleur à l'étranger reste encore précaire pour de nombreux Népalais^{xii}, le gouvernement a fait de la protection des travailleurs à l'étranger l'une des priorités de sa politique migratoire. Le MLESS a adopté en ce sens une série de politiques et d'instruments juridiques^{xiii}. Cette politique de protection des migrants repose également sur la conclusion voire l'amélioration d'accords bilatéraux de migration de main-d'œuvre avec différents pays de destination. Au total, le Népal a conclu des accords avec dix pays différents, principalement dans la région du Golfe, visant à garantir un travail

^x La mise en place d'un système de gestion de l'information sur l'emploi à l'étranger (FEIMS) - système intégré de gestion de l'information sur les travailleurs migrants légaux - a permis de réunir toutes les autorités et agences liées à la migration sur une même plateforme pour traiter les questions liées au recrutement, à l'emploi et au rapatriement des travailleurs.

^{xi} Le processus de migration s'articule comme suit : recrutement, demande de visa, cours de langue pour le Japon et la Corée, « Pre-departure Orientation Training » obligatoire, tests médicaux, assurances et contribution au Foreign Employment Welfare Fund.

^{xii} En 2021/22, 1 395 travailleurs migrants népalais sont décédés. Les travailleurs migrants népalais sont régulièrement victimes de recrutements abusifs, de fraudes sur les contrats de travail et d'abus de la part des employeurs. Plus de 1300 nouveaux cas liés à ces fraudes et abus ont été déposés au FET entre 2019/20 et 2021/22.

^{xiii} Un mécanisme de plainte accessible a été mis en place ces dernières années, le rôle des missions diplomatiques en matière de surveillance et de protection des salariées a été renforcé, la D^oFE est désormais qualifiée pour enquêter sur les irrégularités de contrat, et les PRA peuvent être sanctionnés si les travailleurs migrants perçoivent un salaire inférieur à celui du contrat.

décents à ses travailleurs^{xiv}. Ils comprennent un contrat de travail « standard » et reposent sur le principe d'« employeur payeur », alors que le coût moyen d'une migration s'élève à 1000 USD par employé.

Le défi de la formalisation des envois de fonds

Les experts estiment que seulement 30 % à 40 % des envois de fonds sont comptabilisés. Le montant des transferts serait en réalité compris entre 15 et 20 Mds USD. Les flux informels comprennent les réseaux personnels, les hawala/hundi^{xv} et les transferts sous forme de biens de consommation apportés par les travailleurs eux-mêmes.

Pour encourager la formalisation, le gouvernement a offert des incitations : un intérêt supplémentaire de 1 % sur les dépôts d'envois de fonds, l'augmentation du seuil quotidien pour les transferts de 7112 USD à 11 418 USD. Aussi, depuis 2019, tous les migrants népalais doivent avoir un compte bancaire enregistré au Népal. La NRB a également récemment mis en place des réglementations pour encourager les opérateurs financiers à proposer des offres en ligne pour les travailleurs expatriés.

Un modèle de croissance de développement qui ne favorise pas une croissance endogène

La dépendance excessive à l'égard des envois de fonds a exercé des effets néfastes sur la productivité du secteur agricole, mais aussi sur la préservation de la culture agricole et plus largement l'exploitation du dividende démographique. Une partie significative de la main d'œuvre s'est progressivement détournée du marché local, et notamment du secteur agricole (qui représente désormais 23 % du PIB, soit un montant quasi-équivalent à celui des envois de fonds), pour aller vendre sa force de travail, souvent à bas coût, à l'étranger. Le gouvernement népalais a fait le choix d'encourager cette dynamique, comme en témoignent les politiques liées à l'emploi, qui visent davantage à adapter les compétences de ses citoyens aux besoins des marchés internationaux. Le Népal a toutefois lancé en juillet 2022 un programme de « réintégration » pour les migrants qui rentrent au pays : il met l'accent sur l'intégration sociale, l'emploi et le développement entrepreneurial.

Seulement 3,5 % des envois de fonds seraient utilisés dans le secteur productif, le reste allant à la consommation/investissement des ménages (biens de consommation, immobilier, foncier, bijoux). Dans ce contexte, le gouvernement a mis en place des mesures, dont les succès restent encore modestes, pour orienter les transferts de fonds vers des produits d'épargne, dont certains doivent permettre de financer des investissements publics de plus long terme. Parmi les mesures phares figurent ainsi l'émission d'obligations souveraines à des taux avantageux (émission de juin 2022, échéance 2027 rémunérée à 12,5 % et non-imposable) dont le taux de souscription reste toutefois très

^{xiv} Le pays a ainsi renouvelé ses accords de travail avec la Malaisie en 2018 et avec les EAU en 2019. En décembre 2021, le Népal et le Qatar ont convenu d'améliorer l'accord bilatéral sur le travail (BLA) signé en 2005.

^{xv} Une personne qui souhaite transférer de l'argent dans un autre pays entre en contact avec un revendeur Hawala (A) qui contacte un revendeur Hawala (B) du pays dans lequel il souhaite envoyer l'argent. Le courtier B donnera le montant que le courtier A lui a demandé de donner à la personne désignée, qui doit révéler son code afin de prouver qu'il est le destinataire de l'argent. Ces moyens sont souvent plus rapides et moins coûteux que les canaux formels, tout en préservant le secret et l'anonymat des parties concernées puisqu'ils n'impliquent aucune documentation. Tout le système repose sur la confiance ("Hawala"). Les courtiers Hawala ne sont ni agréés ni supervisés.

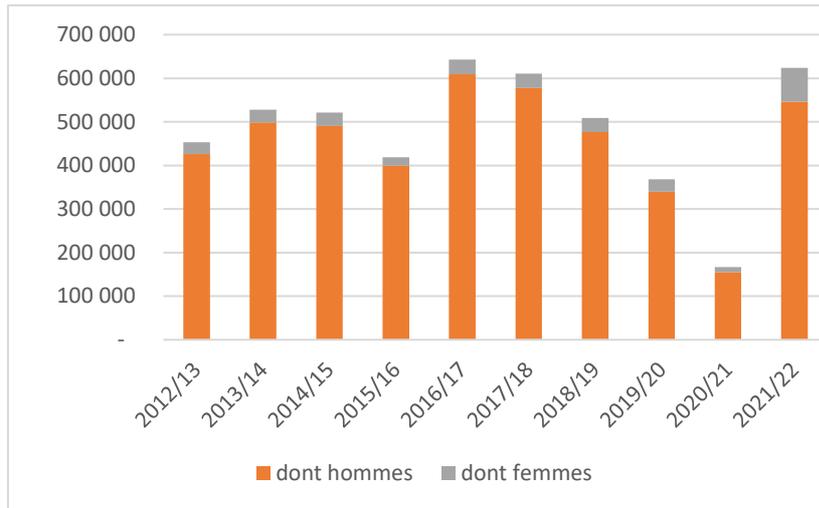
faible (environ 10 %), la réservation de 10 % des actions des offres publiques des sociétés cotées en bourse aux travailleurs migrants, ou encore « *Remit Hydro* », une initiative qui vise à orienter l'épargne de la diaspora vers les projets hydroélectriques.

Commentaires :

Le Népal cherche aujourd'hui à pérenniser les envois de fonds de ses migrants, qui constituent sa principale source de devises. Cette politique se traduit par un encadrement du statut de travailleurs à l'étranger, mais aussi par la recherche de nouveaux pays d'accueil pour sa main d'œuvre. Elle devrait conduire à une augmentation de la diaspora népalaise à l'étranger, alors que celle-ci est déjà, rapportée à la population nationale, l'une des plus élevées au monde. Elle remet en cause la pérennité du modèle de développement népalais, tourné vers l'extérieur, en pesant notamment sur le potentiel de croissance. La réduction de la dépendance du pays aux transferts des migrants - en donnant la priorité aux investissements dans les activités productives pour une croissance durable à long terme - demeure un défi majeur.

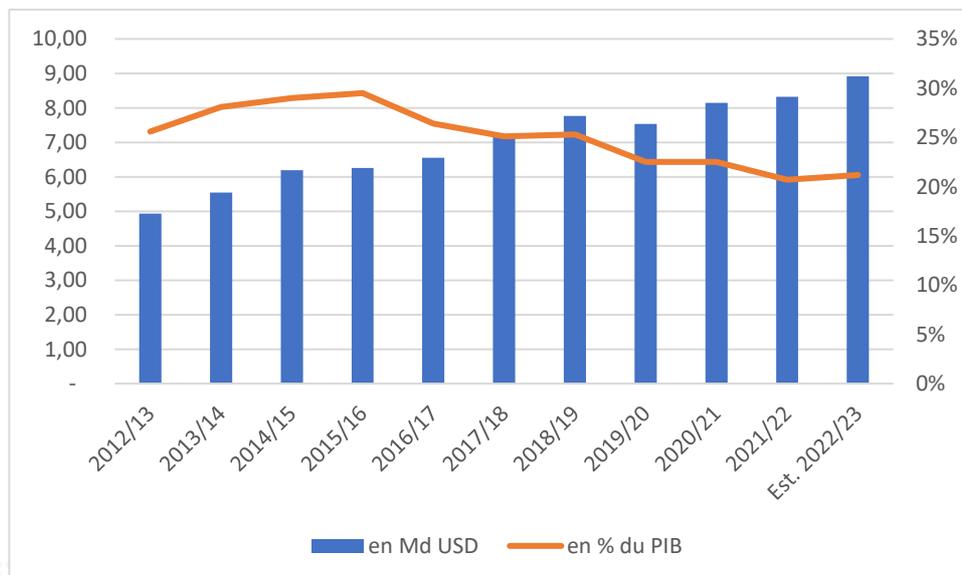
Annexes

Annexe 1 : Nombre de permis de travail délivrés ou renouvelés



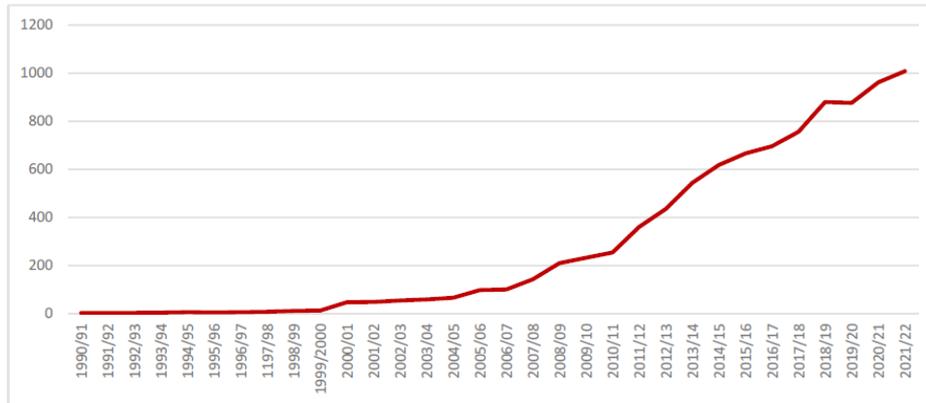
Source : Department of Foreign Employment, 2022

Annexe 2 : Transferts de fonds de la diaspora, en volume



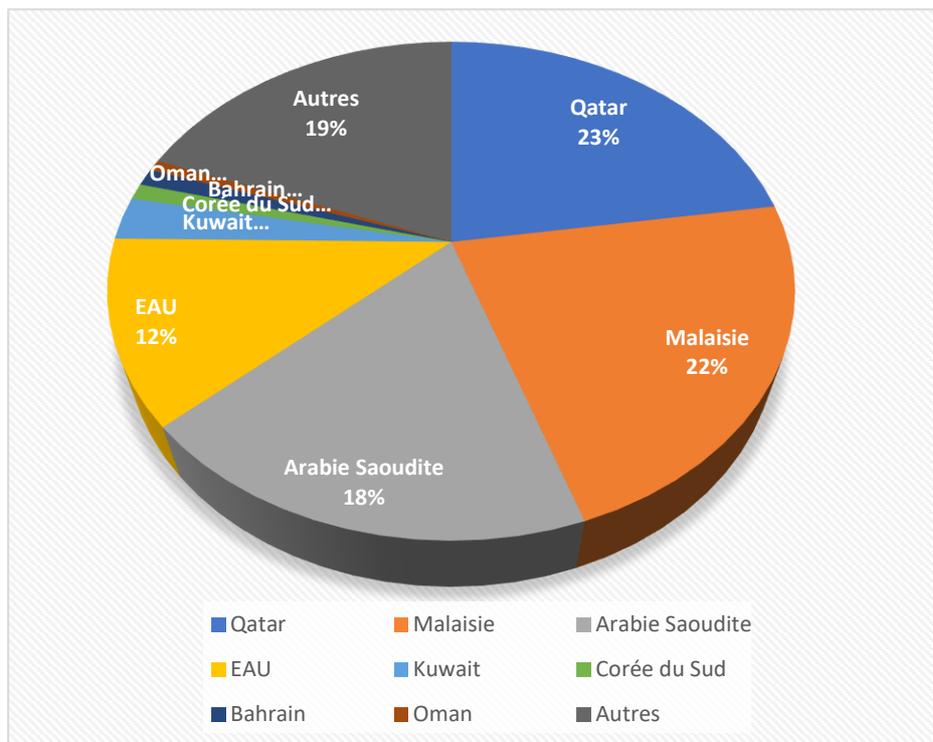
Source : FMI

Annexe 3 : Evolution des transferts de fond au Népal (en Mds INR)



Source : National Rastra Bank

Annexe 4 : Répartition géographique des migrants



Source : Department of Foreign Employment, 2022

Annexe 5 : coût d'un transfert vers le Népal (en %)

Remittance Transfer Costs in Percentage (4 th Quarter, 2021) sm										
Country of destination (Transfer from)	Origin Country (Transfer to)									
	Nepal		Bangladesh		India		Pakistan		Sri Lanka	
	200 USD	500 USD	200 USD	500 USD	200 USD	500 USD	200 USD	500 USD	200 USD	500 USD
India	5.3	3.0	6.7	3.9	N/A*	N/A*	8.1	4.6	8.0	4.6
Malaysia	2.8	1.9	2.6	1.6	2.3	1.5	N/A'	N/A'	N/A'	N/A'
Oman	3.1	1.5	3.2	1.5	3.2	1.5	3.2	2.3	3.3	1.6
Qatar	3.0	1.7	2.3	1.1	3.4	2.2	2.9	2.2	4.9	3.7
Saudi Arabia	3.9	2.4	3.4	2.0	4.2	2.5	3.5	2.3	3.3	2.0
UAE	3.3	2.0	5.2	3.7	3.5	2.3	3.9	3.1	4.2	2.9
United Kingdom	4.3	3.3	2.9	1.8	3.9	2.0	2.5	1.9	3.2	1.7
United States	4.1	3.1	3.6	2.4	3.7	2.7	4.9	3.9	N/A'	N/A'

Source : Banque mondiale

G Maldives

Au rebours des autres économies d'Asie du Sud, les Maldives sont avant tout un pays émetteur de transferts de migrants ; les transferts entrants sont anecdotiques. L'archipel compte ainsi la plus importante proportion d'immigrants étrangers au sein de sa population (26%) à l'échelle régionale. En dehors de l'épisode épidémique, la population d'origine étrangère est en croissance continue aux Maldives, ainsi que les transferts sortants, qui comptent pour 9,3% du PIB en moyenne sur la dernière décennie, tirés par le développement économique de l'archipel. Si les migrations contribuent aux objectifs économiques des autorités, ces transferts, mal appréciés par la statistique officielle, sont néanmoins une source de vulnérabilité pour les Maldives (creusement du déficit courant, recul des réserves, pression sur le taux de change). Outre l'amélioration des conditions de travail des migrants, les autorités doivent aussi chercher à impliquer davantage la population d'origine maldivienne dans les secteurs d'activité où interviennent les migrants.

Etat des lieux et facteurs déterminants des transferts de migrants

Cadrage

Le sujet des transferts de devises aux Maldives se pose essentiellement à travers le prisme des flux sortantsⁱ. La faible population de l'archipel et son développement relatif impliquent une émigration limitée ; réciproquement, l'économie maldivienne est une importante consommatrice de main d'œuvre importée. Les transferts de devises sont comptabilisés dans la balance des paiements maldivienne d'après les lignes directrices du FMI en la matière.

Les dernières données de la Banque mondiale, pour 2015, supérieures à celles du dernier recensement effectué l'année précédente par le *Maldives Bureau of Statistics* (MBS) aux Maldives, chiffrent la population de migrants à 94 086, représentant près du quart de la population totale de l'archipel. Les données préliminaires du recensement maldivien conduit en 2022 évaluent la population étrangère résidente (présente depuis plus d'un an sur le territoire ou comptant y demeurer plus d'un an) à 132 371 personnes, soit 26% de la population totale. Le nombre de migrants aux Maldives est probablement sous-estiméⁱⁱ ; de nombreux immigrés sont illégaux. La plupart d'entre eux proviennent du Bangladesh (58% d'après le MBS en 2014), de l'Inde (21%) et de Sri Lanka (11%) ; ils travaillent en particulier dans les secteurs du tourisme et de la construction, voire de la santé ou de l'éducation. Les données des Nations-Unies ou du recensement maldivien sur le profil des migrants sont peu réconciliables : ils seraient néanmoins constitués d'une importante majorité d'hommesⁱⁱⁱ (70% pour les

ⁱ Les flux entrants sont anecdotiques, autour de 0,1% du PIB, soit quelques millions de dollars.

ⁱⁱ Ainsi que le reconnaît le Maldives Bureau of Statistics dans son recensement conduit en 2015. Plusieurs études chiffrent la population de migrants au-delà de 180 000 personnes, dont un tiers de migrants sans-papiers.

ⁱⁱⁱ L'interdiction de migrer pour les femmes bangladaises et la part des hommes dans le secteur de la construction contribueraient notamment à cette répartition des sexes.

Nations-Unies, mais les femmes ne constitueraient que 12% des ressortissants étrangers pour le MBS), en âge de travailler (79% pour les Nations-Unies, avec plus de 50% entre 25 et 34 ans, 98% pour le MBS). Si la majorité des migrants sont a priori non qualifiés, des compétences spécifiques leur permettent de travailler dans certains secteurs en pénurie (construction, tourisme, enseignement...).

Evolution des flux

Les transferts sortants représentent un volume de capitaux important à l'échelle des Maldives, avec une moyenne annuelle de 434 M USD entre 2013 et 2022. Ils sont en croissance continue jusqu'en 2019 (595 M USD), avant de reculer avec la crise sanitaire, puis de reprendre dès 2021 (557 M USD en 2022). Ils oscillent sur la période entre 8,1 et 10,6% du PIB (9,3% en moyenne), un niveau significatif correspondant à plus de la moitié du déficit courant moyen sur la période (17,5% du PIB). Les transferts de capitaux semblent ainsi accompagner la croissance de l'économie maldivienne sur la période et les besoins afférents de main-d'œuvre (projets d'infrastructures, animation et entretien des resorts notamment).

La Banque centrale maldivienne, la *Maldives Monetary Authority* (MMA), est chargée de la réglementation et de l'octroi de licences aux acteurs traitant les transferts des migrants, au rang desquels les banques commerciales et deux *Licensed Money Remittance Providers, Island Financial Services* (via Western Union) et *NBL Money Transfer* (via National Bank Limited, Bangladesh), dans le cadre du *National Payment System Act*. Peu d'études se sont penchées sur les canaux utilisés par les migrants pour transférer des fonds depuis les Maldives. La MMA donne quelques éléments sur le sujet dans un rapport qui date néanmoins de 2008^{iv}. Les migrants sondés semblent préférer les canaux officiels, et en particulier les organisations spécialisées précitées (73%) aux banques (19%). Il n'existe pas de données précises sur l'accessibilité, la vitesse et les coûts de transfert, mais les migrants interrogés dans l'étude de la MMA citent la facilité d'utilisation, la rapidité, la sécurité et les faibles coûts comme principaux facteurs déterminant leur recours aux organisations spécialisées. Les frais évoqués sont inférieurs à 5 USD (24%) ou de 5 à 10 USD (66%) pour des transferts allant de 40 USD à 1000 USD (médiane à 225 USD).

Politiques nationales ciblant les migrations et transferts de migrants

Les Maldives ne semblent pas disposer de politiques nationales ciblant spécifiquement les migrations et transferts de migrants ; ces derniers ne sont pas évoqués dans le plan d'action de l'organisation gouvernementale *Maldives Immigration* pour 2020-2024. De manière générale, les travailleurs migrants permettent de répondre à une offre de travail non satisfaite par la population maldivienne, en raison de l'étroitesse de celle-ci, de l'inadéquation de ses compétences, ou encore de rémunérations trop faibles.

La promotion du développement touristique suppose néanmoins un accroissement des migrations futures, l'objectif principal relatif à celles-ci semblant être de contrôler les flux illégaux et de régulariser les migrants présents dans l'archipel (un programme allant dans ce sens a été lancé en 2019). Le ministère du développement économique est par ailleurs chargé de fournir les approbations nécessaires pour l'emploi d'étrangers aux Maldives, prévues par l'*Employment Act*. Les employeurs

^{iv} MMA (2008), [Quarterly Economic Bulletin, 2008 Q1, Article 1, Expatriate Labour Force and Remittance Outflows](#)

doivent obtenir un contingent selon le type d'emplois puis postuler pour l'obtention d'un laissez-passer (*Entry Pass*) accordant aux étrangers le droit d'entrée pour travailler aux Maldives^v.

Le rôle des transferts de migrants dans le financement externe de l'économie

Creusement du déficit courant

Les transferts sortants de migrants accroissent le déficit courant des Maldives et la pression sur les réserves de change. S'il est souvent fait mention de ce point dans les rapports des organisations internationales sur l'archipel (y compris le dernier rapport du FMI pour les Maldives au titre de l'article IV), celui-ci ne semble pas motiver de réaction significative des autorités. Celles-ci ont tenté d'imposer une *Remittance Tax* de 3% sur les transferts de fonds à partir de 2016, afin de récupérer une partie des revenus ainsi exportés, avant de l'abroger en 2019 : les recettes étaient faibles et ce prélèvement incitait les migrants à utiliser des canaux informels.

En dépit de ce facteur de vulnérabilité constitué par les transferts sortants pour l'archipel, les autorités reconnaissent aussi le bénéfice économique des migrations^{vi} en termes de consommation et de capital humain. La destination des transferts dans les pays d'origine ne fait par ailleurs l'objet d'aucune étude spécifique auprès des migrants installés aux Maldives.

Rôle des transferts de migrants dans le système financier du pays

Depuis 2016, les employeurs de travailleurs migrants dans l'archipel doivent verser la rémunération de ceux-ci sur un compte en banque ouvert aux Maldives. Les transferts de migrants incitent aussi les banques locales et l'un des principaux opérateurs téléphoniques (*Ooredoo*) du pays à développer des solutions de paiement mobile dédiées, qui doivent bénéficier d'une licence accordée par la MMA.

Facteurs freinant l'envoi des transferts de fonds

L'existence de canaux non-officiels semble avérée, quoique leur ampleur soit difficile à évaluer. La police maldivienne intercepte parfois des sorties de fonds illégales^{vii}. 8% des migrants interrogés dans l'étude précitée menée en 2008 par la MMA reconnaissent notamment avoir recours à des canaux non-officiels, le transport de numéraire étant ainsi évoqué.

Commentaires :

Les transferts de migrants sortants sont une source de vulnérabilité pour les Maldives, qui accroissent la pression sur le déficit courant, le niveau des réserves de change ou encore le taux de change, fixe. Cet état de fait semble peu pris en compte par les autorités, dans la mesure où les migrations de travail aux Maldives sont essentielles pour accompagner le développement économique et combler les insuffisances du marché du travail local. Outre les enjeux relatifs aux conditions sociales des migrants

^v Voir le portail dédié mis à disposition des employeurs : <https://xpat.egov.mv/>

^{vi} MMA (2014), Research and Policy Notes, [The Expatriate Workforce: Boon or Bane?](#)

^{vii} Cf. Article du Sun Online (17 octobre 2019), [Cash smuggling peaks with halt in enforcement of remittance regulation](#)

et à leur régularisation, les autorités doivent améliorer leur compréhension des transferts^{viii}, dans la mesure où la statistique officielle relative à ceux-ci est lacunaire, développer les relations bilatérales avec les principaux pays d'origine des migrants, et conduire des politiques de formation à destination de la population maldivienne, marquée par un taux de chômage important notamment chez les jeunes, ainsi que des politiques d'amélioration des conditions de travail et de rémunération, pour diminuer la dépendance aux migrations et faire profiter davantage les Maldiviens du développement économique de l'archipel.

^{viii} Une étude de faisabilité vient d'être conclue dans le cadre d'une assistance technique fournie par le FMI afin de développer un International Transactions Reporting System (ITRS) devant servir à renforcer les statistiques disponibles relatives aux comptes extérieurs, y compris aux transferts de devises.